

Textes et documents
choisis pour instruire le public
et ceux qui font métier de l'informer
sur la deuxième campagne
contre le génie génétique

Montpellier
août 1999 – avril 2002

Sabotages contre le génie génétique en France

• 12 AOÛT 1999 – Péré (Charente-Maritime) <i>Des engragés en campagne – Monsanto</i>	3
• 10 MAI 2000 – Rennes <i>Collectif contre Alexis Carrel et ses clones</i>	3
• 26 JUIN 2000 – Toulouse <i>Chercheurs dans la nuit – INRA</i>	4-6
• 9 SEPTEMBRE 2000 – Longué (Maine-et-Loire) <i>Quelques ennemis de la transgénèse et de son monde</i>	8-9
• 29 DÉCEMBRE 2000 – Montauban <i>Les Overdosés Grandement Mécontents – Pioneer</i>	10
• FIN JUIN 2001– Beaumont-sur-Lèze (Haute-Garonne) <i>Destruction non revendiquée</i>	13
• 16 JUILLET 2001 – Guyancourt (Yvelines) <i>Les Ravageurs – GEVES</i>	13-14
• 10 AOÛT 2001 – Drôme <i>Les Limes à grains – Meristem Therapeutics, Limagrain</i>	16-17
• 24 AOÛT 2001 – Cayrac (Tarn-et-Garonne) <i>Des Obscurs anti-scientistes – Caussade Semences</i>	18
• 26-27 AOÛT 2001 – Avelin <i>Les Preneurs de mal à la racine - Advanta</i>	19
• 8-9 SEPTEMBRE 2001 – Comebarrieu (Haute-Garonne) <i>Les Sangliers repus – Biogemma</i>	22
• 14 SEPTEMBRE 2001 – Montech (Tarn et Garonne) <i>Les Pionniers de la décontamination veillant au grain – Pioneer</i>	23
• 17-18 SEPTEMBRE 2001 – Le Rheu (Ille-et-Vilaine) <i>Les Mal-Confinés – INRA</i>	23-24
• 18 SEPTEMBRE 2001 – Sigalens (Gironde) <i>Destruction anonyme</i>	24
• 3 OCTOBRE 2001 – Louville-la-Chenard (Eure-et-Loir) <i>Les Thérapeutes antigéniques – Monsanto</i>	25
Quelques sabotages à l'étranger	31

• 12 AOÛT 1999

**Le même jour que
le « démontage du MacDo »
à Millau, à Péré (Charente-
Maritime), une parcelle
de 2800 m² de maïs transgénique
Monsanto est détruite par
Des engragés en campagne.**

Le maïs était-il transgénique ?

[...] Si un champ de maïs d'une surface de trois hectares a effectivement été couché dans la nuit de jeudi à vendredi, si des panneaux aux slogans contestataires (« OGM : ni traçabilité, ni double filière, destruction ») ont été retrouvés sur la parcelle, le doute subsiste sur la qualité du maïs. En effet, la mairie nous confirmait hier que la seule parcelle de maïs transgénique, qui avait d'ailleurs valu quelques échanges de vues entre le maire M. Belly et le sous-préfet de Rochefort, au printemps dernier, a bien été détruite avant le 14 juillet comme le souhaitait le premier magistrat de la commune. L'enquête

menée par la brigade de gendarmerie de Surgères semblerait confirmer ces faits.

Les « Enragés » auraient-ils tapé à côté ? Quel sens donner précisément à leur action ? On ne peut qu'en revenir à leur communiqué. Ils y expriment « avoir réglé par la destruction le trouble à l'ordre public que créait ce champ de maïs transgénique » et manifestent leur solidarité à l'encontre des trois membres de la Confédération paysanne inculpés pour avoir participé à une action de destruction à Montpellier.

Ouest-France, 14 août 1999

Communiqué

On nous dit qu'il existe en France un débat autour de l'introduction des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM).

Pourtant le maire de Péré (Charentes-Maritimes) qui avait cru à ce leurre destiné aux *candides* et donc voulu rendre publique l'expérimentation dans sa commune d'un maïs génétiquement manipulé afin de le rendre résistant à l'herbicide RoundUp vendu par la firme Monsanto, s'est vu vertement rabroué par le sous-préfet qui exigeait le silence et le secret sur la question.

La vérité, c'est qu'aujourd'hui les multinationales et les États ont tranché : des dizaines d'essais grandeur nature sont d'ores et déjà effectués sur l'ensemble du territoire et les éleveurs par exemple n'ont déjà plus la possibilité de choisir une alimentation non transgénique pour leur bétail (soja) qui finit donc dans nos assiettes.

Après les destructions, en juin et juillet 1999, de colza transgénique à Bassannes (Gironde) et Gaudiès (Ariège), de plants de riz transgéniques dans une serre du CIRAD à Montpellier, ainsi que de maïs transgénique à Rodez (Aveyron) et Porcaro (Morbihan), nous avons voulu contribuer à amener ce débat sur son terrain réel : qui décide de quoi ? Pour qui ? Et pourquoi faire ?

Pour commencer, nous avons réglé par la destruction le « trouble à l'ordre public » que créait ce champ de maïs transgénique.

Nous tenons également à manifester par cette action directe notre solidarité pratique avec les 3 membres de la Confédération paysanne (J. Bové, R. Riesel, D. Soullier), inculpés pour avoir participé à l'action de destruction de Montpellier.

Péré, le 12 août 1999,

Des engragés en campagne

• 10 MAI 2000

**À Rennes, le Collectif
contre Alexis Carrel
et ses clones déboulonne
les plaques du boulevard
Alexis-Carrel.**



Les militants du collectif démontent les six plaques de la rue Alexis-Carrel.

Ouest-France, 11 mai 2000

Communiqué

Rennes, le 11 mai 2000

Le **Collectif contre Alexis Carrel et ses clones** poursuit son action contre le meilleur des mondes transgénique.

Après la débaptisation symbolique du boulevard Alexis-Carrel (eugéniste notoire du début du siècle) hier mercredi 10 mai, le collectif a fait une déclaration, ce soir, lors du colloque sur les OGM organisé par le lobby semencier à l'École supérieure d'économie et de commerce.

En brandissant le panneau du boulevard Alexis Carrel, dérobé la veille à Rennes, le collectif a lu la déclaration suivante :

« En 1945, Hiroshima a été considéré comme un « progrès scientifique ». Francis Crick, co-découvreur de l'ADN, déclarait en 1962, au nom de la « science » : « Aucun enfant nouveau-né ne devrait être reconnu humain avant d'avoir passé un certain nombre de tests portant sur sa dotation génétique (...). S'il ne réussit pas ces tests, il perd son droit à la vie. »

Aujourd'hui, on nous annonce un nouveau « progrès » destiné à pallier les dégâts de la monoculture industrielle.

Les humains n'ont pas besoin de cet eugénisme végétal destiné à accroître la dépendance économique et le contrôle géopolitique, pas plus qu'ils n'ont eu besoin des eugénismes nazis ou autres pour améliorer leurs sociétés.

Le **Collectif contre Alexis Carrel et ses clones** affirme qu'il n'y a pas de technoscience neutre.

Le fantasme de contrôle génétique de la vie, conçu en laboratoire et appliqué par la politique, est le même pour les plantes et les humains.

Nous n'en voulons pas. »

L'idéologie scientiste veut faire croire que le gène est la source de tous les maux de la terre et que le manipuler sans fin serait la seule solution, en évitant de dire que ces maux sont les conséquences mêmes des dépendances au système capitaliste que techniciens et financiers s'acharnent à prolonger par le nouvel ordre génétique mondial.

Collectif contre Alexis Carrel et ses clones

• 26 JUIN 2000
**À Toulouse, une serre
confinée de l'INRA
contenant divers
végétaux transgéniques
est saccagée
par les Chercheurs
dans la nuit.**

Communiqué

Les *Chercheurs dans la nuit* ont procédé, dans la nuit du 25 au 26 juin 2000, à la destruction d'expérimentations de diverses plantes transgéniques (tomate, banane, tabac, arabis...) dans une serre du Centre de recherche de l'INRA près de Toulouse (Chemin de la Borde-Rouge, Auzeville, 31326 Castanet-Tolosan, tél : 05 61 28 50 28). Les *Chercheurs dans la nuit* entendent par cette action relevant de la légitime défense attirer l'attention du public sur les activités mortifères de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Nous dénonçons cet organisme scientifique d'État agissant de concert avec les multinationales agro-chimiques (les travaux ici détruits étaient co-financés par Novartis) qui poursuit ses recherches en génétique animale et végétale afin de parachever la réalisation d'un modèle imposé d'agriculture industrielle suicidaire. La recherche dite « publique » est entièrement mobilisée par les nécessités d'une économie marchande dont les conséquences visiblement désastreuses ne sont plus que le prétexte à une fuite en avant technologique conduisant l'humanité à l'abîme. Ci-joint le texte laissé à l'intérieur de la serre expérimentale de l'INRA-Toulouse.

Chercheurs dans la nuit

Scrupulum*

Aujourd'hui, en France, il existe un milieu scientifique soudé par la religion du progrès et dans lequel seraient naturellement répandues les valeurs d'« objectivité », de « neutralité », de « courage », de « probité » sinon de « rigueur intellectuelle », etc. L'« entraide » serait la règle de cette « communauté des chercheurs » vouée au bien de l'humanité.

Personne ne songerait à contester l'abnégation avec laquelle le chercheur mène sans état d'âme, depuis des lustres, ses activités mortifères à la fois pour le compte de l'État et des commanditaires privés (par exemple, ici, à l'INRA-Toulouse, pour Novartis).

On a, en effet, bien travaillé à l'INRA depuis 1946, on en a mouillé des blouses ! Il le fallait pour que soit tenue en quelques décennies, avec la généralisation de la misère modernisée, la vraie promesse de l'accès des campagnes, et de leurs produits, aux paradis de l'abondance marchande. Et, finalement, il aura fallu construire de toutes pièces un folklore écomuséographique de terroir chargé de drainer le tourisme de masse. Pour occulter une faillite : surproduction subventionnée, désolation des campagnes livrées à la monoculture et vidées de leurs habitants, empoisonnement scientifiquement assisté des hommes, des animaux, du sol, de l'eau et de l'air.

Mais le chercheur, même dans la fosse à purin, refuse de se fier à ses sens : il ne juge de rien, il pense que tout ce qui est possible doit être fait et il abandonne à ses bailleurs de fonds la responsabilité d'une activité qui l'engage au premier chef. Élevé à l'école du mépris et de la concurrence féroce avec ses pairs, il ne songera bientôt plus qu'à trouver des financements privés ; il est happé par la course aux publications ; parfois, il n'hésite même pas à truquer ses résultats pour faire des annonces aussi médiatiquement fracassantes que visiblement inconsistantes ; et quand il se sent citoyen, certains dimanches, il n'hésite pas à pétitionner contre ce qu'il fait le reste de la semaine.

Qui les chercheurs s'imaginent-ils encore pouvoir tromper ?

L'onction du prétendu « service public » ne pourra transformer des chimères transgéniques stériles en festin planétaire.

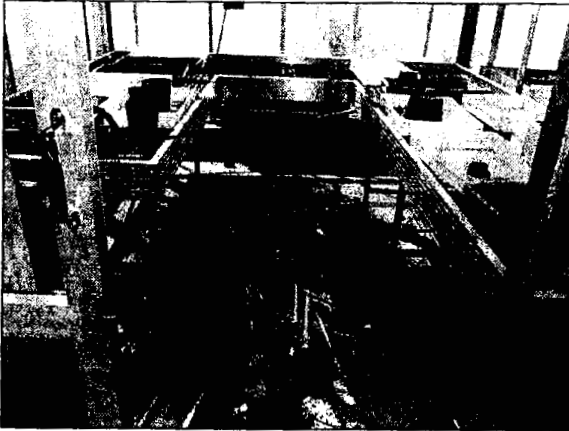
Afin d'éviter aux chercheurs les sempiternels remords qui ont animé la lucidité tardive de leurs pères (Sakharov, Einstein, Oppenheimer, Rickover, Testart, etc.) quoi de plus humain que de les délivrer ici du produit d'une activité biocidaire ?

Toulouse, le 26 juin 2000,

Chercheurs dans la nuit

* Scrupulum : « petit caillou », ce sur quoi l'on bute ou trébuche, et qui peut faire basculer toute une vie.

Un commando détruit le tabac transgénique



Les membres du commando ont mélangé les pots de cultures pour empêcher les chercheurs de reconstituer les expériences. - DDM - Dominique Laffont

Au cours de la nuit de dimanche à lundi, un mystérieux groupe des « Chercheurs de la nuit » a détruit des végétaux génétiquement modifiés dans une serre expérimentale de l'Inra de Toulouse.

Une vitre brisée, des végétaux sectionnés et jetés à terre, et un tract scotché sur la porte de verre : la quasi totalité des plantes transgéniques expérimentales du laboratoire de biologie moléculaire de l'Inra à Castanet-Tolosan, près de Toulouse, a été détruite par un mystérieux commando au cours de la nuit de dimanche à lundi. Les auteurs de ces destructions qui se revendiquent du groupe des « Chercheurs de la nuit » semblent avoir une parfaite connaissance des lieux. Ils se sont attaqués à la seule serre du laboratoire où sont cultivés des plantes transgéniques. Outre la destruction de 150 plants de tabac, 80 plants de luzerne et de 800 plants d'arabidopsis (1), les membres du commando ont pris soin de mélanger les pots de culture afin d'empêcher les chercheurs de tenter de relancer les protocoles expérimentaux.

Publicité

Inconnu des services de police et de gendarmerie le groupe des « chercheurs de la nuit » a immédiatement revendiqué son geste en transmettant un texte à l'Agence France Presse. Dans ce document et dans le tract placardé sur la porte de la serre, le commando dénonce « les activités mortifères de l'INRA... Cet organisme scientifique de l'état, de concert avec les compagnies agrochimiques privées qui poursuit ses recherches en génétique

animale et végétale afin de parachever la réalisation d'un modèle imposé d'agriculture industrielle suicidaire ». Il fustige également les liens économiques qui lient l'INRA de Toulouse au semencier Suisse Novartis.

Pour accéder à la serre située à l'est du site et à l'écart des laboratoires proprement dits les membres du commando ont déjoué la vigilance des deux gardiens. Ils ont ensuite brisé une vitre pour pénétrer à l'intérieur du bâtiment.

Semaine d'action ?

Leur opération très ciblée a été découverte, hier matin, vers 6 h 30 par le responsable du laboratoire. Une enquête confiée aux gendarmes de la brigade des recherches de Toulouse et de la brigade de Castanet à été ouverte pour tenter de retrouver les membres de ce mystérieux commando qui a choisi de passer à l'action la semaine où Millau s'apprête à recevoir vendredi, des milliers de militants anti OGM et anti mondialisation à l'occasion du procès, de José Bové, la porte parole de la confédération paysanne jugé pour avoir démonté un McDonald en août 1999.

Bernard DAVODEAU

(1) _____

L'arabidopsis est une plante modèle utilisée comme base pour les études fondamentales de biologie moléculaire de certaines plantes. Elle est un peu l'équivalent de la souris blanche pour les études sur les cellules animales

Bertrand Hervieu, président de l'Inra

Hier Bertrand Hervieu, président national, était de passage par l'Inra, agrobiopole d'Auzerville. Il était venu pour rencontrer le personnel et parler des nouvelles orientations de l'Institut. Ce voyage intervenait au lendemain de la destruction, de la serre spécialisée dans le transgénique par un commando qui avait signé son acte « Chercheurs dans la nuit ». (Lire « La Dépêche du Midi » de mardi)

Quel est votre interprétation de cette action « commando » ?

L'Inra a porté plainte. Je nourris une forte inquiétude. S'il s'agit de chercheurs « scientifiques », nous avons chez nous des gens qui ont des interrogations fortes non exprimées publiquement. En clair il faut poursuivre le débat interne. Je suis persuadé que l'on a toujours avancé grâce au débat contradictoire et à la controverse. Le 22 juin dernier, lors du conseil d'administration de l'Inra, je signale que nous avons déjà eu un débat sur la brevetabilité du « vivant ». Il faut poursuivre en ce sens.

La Dépêche du Midi, 28/6/2000

« Les auteurs sont proches du milieu scientifique »

Pierre Boitard est le directeur du laboratoire de biologie moléculaire de l'Inra de Toulouse. Pour lui les revendications qui accompagnent la destruction des plantes génétiquement modifiées émanent d'individus très bien renseignés sur les pratiques scientifiques : interview

Le tract laissé par le commando est très précis pensez-vous qu'il puisse s'agir de gens proches de l'Inra ?

Sans vouloir préjuger de la suite de l'enquête, on peut dire que les auteurs sont des gens qui sont plus ou moins dans le milieu scientifique. Toutefois ils ne sont pas complètement informés car ils ont écrit des bêtises. Ils ont peut-être obtenus leurs renseignements de façon très indirecte.

Selon les « Chercheurs de la nuit », le programme de recherches qui vient d'être détruit était cofinancé par le groupe Novartis ?

C'est faux. Nous avons effectivement été en contrat avec Novartis il y a trois ans, Mais il n'y a plus rien maintenant. Pour cela, ils sont mal renseignés.

Sur quoi portait ce programme de recherches ?

Ce sont des recherches purement fondamentales. Nous étudions l'interaction entre les gènes des légumineuses avec des

bactéries qui leurs permettent de fixer l'azote atmosphérique de l'air et donc d'avoir besoin de moins d'engrais.

Que deviennent les tabacs et luzernes génétiquement modifiés qui sont produits dans cette serre ?

Il y a un autoclave à la sortie de la serre, toutes les plantes y sont brûlées. Seules les graines sont ressemées en laboratoire. Mais elles ne sont en aucun cas destinées à des expérimentations de plein champ.

En tant que chercheurs pensez-vous que les manipulations génétiques puissent être dangereuses ?

Je pense qu'il faut faire attention. Pour nous qui faisons de la biologie moléculaire, ces manipulations sont un outil très intéressant. Mais les gens qui s'occupent de génétique nous mettent parfois en garde, et ils ont raison. Ça doit nous amener à réfléchir sur nos pratiques. Par ailleurs nous ne sommes pas non plus sourds aux mises en garde des économistes qui nous disent : « Attention à ce que vous faites, car à force de manipuler les semences, vous risquez de mettre les agriculteurs sous la dépendance exclusive des semenciers ».

Propos recueillis par Bernard DAVODEAU

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'INRA ET DU CNRS (le 26 juin 2000)

« Dans la nuit de dimanche à lundi, un groupe non-identifié s'est introduit sur les installations du centre INRA de Castanet-Tolosan, à côté de Toulouse ; il a pénétré par effraction dans la serre expérimentale d'une unité de recherche commune au CNRS et à l'INRA, et détruit des plants de tabac, de luzerne, et d'arabette.

Deux des six programmes scientifiques concernés visent à identifier, chez les plantes, des mécanismes naturels de défense contre les bactéries et les virus : les tissus avoisinant les points d'attaque se nécrosent, empêchant ainsi la propagation des agents pathogènes.

Les quatre autres concernent l'établissement des relations entre les plantes et les micro-organismes symbiotiques qui leur permettent de fixer l'azote de l'air, limitant d'autant le recours aux engrais azotés.

Dans les deux cas, il s'agit de recherches fondamentales, susceptibles de contribuer à la protection de l'environnement.

La transgénèse utilisée en milieu confiné représente pour ces recherches un moyen essentiel d'investigation des mécanismes biologiques concernés.

La destruction de ces essais représente un retard de près de 2 ans pour les recherches et un préjudice d'environ 3 millions de francs pour la collectivité.

Cette action, revendiquée par un groupe s'intitulant « les Chercheurs dans la nuit » met en œuvre des méthodes contraires à l'essence même de la démarche scientifique.

Rien ne pouvant justifier pareil comportement, l'INRA et le CNRS ont décidé de porter plainte ».

COMMUNIQUÉ DE LA SECTION CGT-INRA DE TOULOUSE

Une nouvelle fois des installations expérimentales de l'INRA ont été saccagées, cette fois sur le centre de Toulouse à Auzeville.

La section locale CGT-INRA du centre de Toulouse condamne cet acte de vandalisme et assure les collègues concernés de son soutien. Ce vandalisme est d'autant plus condamnable que le matériel détruit était destiné à servir en laboratoire et que les conditions de culture étaient conformes à la protection de l'environnement.

S'il est légitime que certains soient inquiets de l'utilisation des OGM et s'interrogent sur les décisions prises sur le sujet et sur leurs conséquences, pour autant l'obscurantisme n'est pas de nature à faire avancer les intérêts de la population. Il est normal que la recherche publique agronomique développe des recherches de base concernant l'utilisation des transgènes à des fins agronomiques et agro-alimentaires. Cela doit se faire dans des conditions garantissant la prise en compte des intérêts de toute la population et non uniquement ceux d'une minorité intéressée par les seuls profits.

L'obscurantisme qui conduit à la destruction d'expérimentations de recherche est condamnable, mais les conditions favorables qui l'amènent à se développer le sont aussi.

Comment convaincre que l'INRA est un organisme de recherche indépendant des trusts de l'agro-alimentaire et semenciers alors que la loi sur l'innovation, qui permet de mettre locaux et personnels publics au service du privé, s'applique et que GENOPLANTE, qui est sous le contrôle direct d'Aventis et de Limagrain, est une priorité de l'Institut. [...]

Auzeville, le 26 Juin 2000

Communiqué

Le Collectif contre Alexis Carrel et ses clones se félicite de l'action de destruction de « matériel manipulé génétiquement » effectuée dimanche soir par des individus se dénommant « Chercheurs dans la nuit », dans un laboratoire de l'INRA à Castanet-Tolosan.

Cette action a le mérite de mettre en lumière la supercherie qui voudrait nous faire croire à des OGM « sales », issus de la recherche privée, et des OGM « propres », auréolés de financements publics, quand nous disons haut et fort que nous ne voulons pas d'OGM, ni du monde qui les produit.

Ce type d'action participe salutairement à dénoncer l'idéologie techno-scientifique, qui, en matière génétique, voudrait accréditer le principe d'une systématisation de l'ingénierie génétique comme panacée aux maux fabriqués par ce monde (pollutions, destructions des sols et dégradation des espèces par la monoculture, déficiences immunitaires, toxicomanies dues au mode de vie imposé par l'ordre marchand...) pour mieux prolonger nos vies sous perfusion techno-marchande.

Nous voyons bien que le monde techno-scientifique qui se construit ici est un monde où l'homme perd toute capacité à se réapproprier son existence au profit d'experts ou de financiers qui ont bien compris que leur pouvoir se construisait sur notre dépendance à leur logique.

Le nucléaire, arme civile et militaire de domination, n'avait pas suffi à réveiller les individus de leur domestication. Les OGM sont, pour l'agriculture, l'achèvement d'un système de domination qu'on appellera industrialisation. En ce sens, les OGM offrent une possibilité à saisir pour démonter le système. Cela a commencé à Nérac contre les intérêts privés de Novartis. Cela se poursuit ces jours-ci à l'INRA, fleuron de la recherche publique toujours à la pointe de l'industrialisation et de l'agriculture.

Les chercheurs savent désormais qu'ils ne sont plus seuls dans leur tour d'ivoire. Des « Chercheurs dans la nuit » guettent.

Rennes, le 26 juin 2000,

**Collectif contre Alexis Carrel
et ses clones**

• 5 SEPTEMBRE 2000

Lors du procès de Foix consécutif à la destruction
d'un champ de colza transgénique, le 2 juin 1999
à Gaudiès, le texte suivant a été diffusé.

QUE CACHENT DONC LES JUPES DE CES DEMOISELLES?

« Le citoyen planétaire réclame plus de règles. »

(Conclusion d'une publicité pour les
Dossiers et documents du Monde, 26 août 2000)

Quatre personnes comparaissent ce 5 septembre 2000 devant le tribunal de Foix pour destruction en réunion, au mois de juin 1999, d'un colza transgénique CETIOM-INRA à Gaudiès, en Ariège. Cette action directe, opérée dans le cadre de la *Caravane intercontinentale* avait constitué le premier sabotage d'une recherche transgénique d'État en France.

Nul ne songe à marchander sa solidarité avec le sabotage de Gaudiès même si les quatre personnes mises en examen et les militants citoyennistes qui les soutiennent déploient le plus grand zèle à se désolidariser de son sens.

Ce serait en somme par inadvertance qu'aurait été prise en défaut leur bienveillance pour l'État et sa recherche publique. Ou bien alors, « les faucheurs » se seraient trouvés comme acculés à un « acte de désobéissance civile » tandis que leur but véritable n'était naturellement que de « résister à la puissance d'enjeux financiers colossaux » puisque « ceux-ci sont privilégiés, avec le soutien des finances publiques, sans aucun débat de société » (*Tract Après Seattle, Davos, Millau... Procès des faucheurs de colza transgénique*).

Comment imaginer en effet, après le triomphe de Millau, qu'il ait pu un jour être question de désigner le rôle de l'État et la fonction centrale de toute recherche scientifique dans le perfectionnement totalitaire de la société industrielle et du monde de l'Économie? Mieux vaut désormais se contenter de



dénoncer la dictature des transnationales, regretter *tous ensemble* les bienfaits de l'État-providence. Cotillons conviviaux de rigueur.

Tout à leur quête éperdue de soumission, le militant progressiste et le citoyen moderne enjoignent l'État de concéder plus de contrôle, de protection et de *règles*. Il faut une singulière myopie pour voir là la moindre parenté avec la lutte des paysans d'Ariège qui, pendant la guerre des Demoiselles et « sans conscience politique » (d'après le site internet *Ariege.com*) s'opposèrent longuement aux progrès de l'administration de l'État et à la perte d'autonomie de leurs communautés.

La Nef des Fous mouille aujourd'hui en Ariège. Cette fable a été écrite en prison, en 1999, par Theodore J. Kaczynski.

(Ce tract, diffusé à Foix le 5 septembre 2000, contenait également la traduction complète de la nouvelle de Theodore J. Kaczynski *La Nef des fous*).

• 9 SEPTEMBRE 2000

**Une parcelle de maïs transgénique est détruite
à Longué (Maine-et-Loire) par *Quelques ennemis*
de la transgénèse et de son monde.**

« J'espère que la gendarmerie va pouvoir identifier rapidement les auteurs. »

André Rouleau,
porte-parole de la Confédération paysanne
du Maine-et-Loire.
(in *La Nouvelle République*, 11 septembre 2000.

Communiqué

**Faute d'oser arracher du maïs génétiquement modifié, il reste aux
prétendus opposants aux OGM à arracher la vérité d'une action à ceux qui
osent encore braver le meilleur des mondes transgénique**

A propos du maïs transgénique de Longué (49)

1- Rappelons avant toute chose qu'il n'est pas de notre intention de nous enfermer dans la clandestinité. Mais quand l'ensemble des organisations présentes deux semaines auparavant à Longué refusaient de procéder à l'arrachage du maïs transgénique, il fallait bien oser en finir avec cette parcelle de nuisibles.

2- Il est pour le moins étrange de voir aujourd'hui les mêmes organisations qui refusaient cette action s'en porter solidaires en allant "*cracher*" dans les premières gendarmeries venues. En effet, en dénonçant l'état policier qui s'abat sur les véritables opposants aux OGM et qui retourne contre eux l'arme qu'ils dénoncent, ces prétendus opposants (ATTAC, Confédération Paysanne, etc...) oublient qu'ils annonçaient au lendemain du 9 septembre et réaffirment aujourd'hui que "*cette action non revendiquée gêne d'ailleurs notre démarche qui vise essentiellement à établir la transparence et à modifier la réglementation.*" *

Pour ceux qui n'avaient pas encore compris que le but des *citoyennistes* en herbe, sous la bannière de la Confédération Paysanne et d'ATTAC était le renforcement de l'Etat (policier) pour faire passer la pilule amère de la vie génétiquement modifiée, la réponse est enfin claire.

3- Notre action clandestine aura donc atteint ses objectifs : mettre en lumière la réalité misérable du prétendu mouvement anti-OGM et la finalité de la recherche sur l'ADN, à savoir renforcer l'état pour les uns, l'état policier pour les autres et que les affaires continuent pour tous... Bienvenu dans le « meilleur des mondes »...

4- Reste que si nous sommes de plus en plus nombreux à dénoncer derrière la traçabilité, la double filière, le principe de précaution, les rendez-vous citoyens, etc..., un leurre prompt à faire accepter "*démocratiquement*" l'ensemble des "*chimères*" transgéniques qu'on tente de nous faire avaler, il est encore temps d'empêcher les bras armés de la techno-démocratie, à savoir les chercheurs, de nuire.

5- Enfin, à ceux qui se raccrochent à la dernière branche "*citoyenne*", à savoir le "principe de précaution", rappelons qu'il ne peut s'agir ici que de précaution vis à vis des victimes de la technoscience, comptant à ce jour, pour ne prendre qu'eux, des centaines de milliers de "cobayes humains" morts de l'amiante et soixante à cent cinquante mille morts de la maladie de Creutzfeld Jacob en prévision. Il faut bien toute la mobilisation des forces d'apaisement étatiques pour faire passer ces pilules-là, qu'elles appellent "*accidents*".

Encore un effort citoyens ! Le meilleur des mondes est à vous !

* communiqué de presse du GABAnjou, de la Confédération Paysanne 49 et d'ATTAC 49 en date du 20 Octobre 2000

Quelques ennemis de la transgénèse et de son monde
disséminés un peu partout dans la nature

« Il est temps d'aller se dénoncer en masse ! »

(in *Le Grain de sable*, organe d'information d'Attac, du 11 octobre 2000)

Le samedi 9 septembre 2000, la parcelle d'essais de maïs transgénique située à Longué, dans le Maine-et-Loire, est sac-cagée par des inconnus. Les gendarmes affirment, après expertise de l'ADN, avoir trouvé des gouttes de sang féminin, sur l'un des épis arrachés. Ils convoquent huit femmes de la région, connues pour leur hostilité aux OGM, et déjà photographiées au cours d'une réunion d'information, tenue en présence de techniciens du semencier Biogemma (qui menait l'expérimentation), de la Confédération paysanne et d'Attac. Les gendarmes exigent qu'elles crachent pour effectuer des tests ADN à partir de leur salive. Six acceptent. Les autres refusent. Lors de l'assemblée annuelle d'Attac à Saint-Brieuc, le 29 octobre, son vice-président, François Dufour, par ailleurs leader de la Confédération paysanne, propose aux adhérentes d'aller en masse à la gendarmerie pour « faire leur devoir » : cracher. Ce qu'une centaine d'entre elles ont accepté ce jour-là. Depuis, appel national, pétitions et convocations se sont succédé même si certains semblent aujourd'hui s'effrayer de leur inconséquence initiale...

Le ministre de l'Intérieur affirmait, il y a quelques mois encore, que la prise d'empreintes génétiques serait exceptionnelle. Vieux refrain. Le pouvoir d'État prétend toujours que les nouvelles armes répressives qu'il met en œuvre sont provisoires et indispensables pour protéger les citoyens contre les actes isolés de quelques individus. Mais il les banalise et les emploie de façon permanente, hors des conditions qui lui ont servi de prétexte pour en faire la promotion. Les tests ADN n'y font pas exception, comme le montre l'exemple du fichage génétique islandais.

Le procureur de la République de Saumur chargé de l'enquête, Jean-Frédéric Lamouroux, n'en fait pas mystère et justifie ainsi leur emploi : « La preuve scientifique est une garantie pour les libertés. Elle permet de confondre les coupables, mais aussi de disculper les innocents. » (Libération, le 2 novembre 2000.) Vigoureuse conception de la présomption d'innocence ! Le progrès technologique est affaire de police : quoi de mieux qu'un test génétique pour démasquer les opposants aux manipulations génétiques ? Voilà le message hautement symbolique que délivre l'autorité : le progrès est inéluctable puisqu'il contient en lui-même les moyens d'empêcher toute opposition à son avancée.

La Confédération paysanne et Attac du Maine-et-Loire ont été « choqués » par l'utilisation des tests ADN dans la mesure où ils ont été employés contre des syndicalistes et leurs épouses. Ils préfèrent les réserver aux présumés criminels, selon la définition qu'en donne l'État lui-même. D'ailleurs, ils ne cachent pas leur hostilité envers les actes radicaux qui brisent le consensus démocratique qu'ils ont établi avec le pouvoir d'État. Au lendemain du sabotage de Longué, ils affirmèrent n'être pour rien dans la destruction de la parcelle et que « cette destruction non revendiquée gêne d'ailleurs [leur] démarche qui vise essentiellement à établir la transparence et à modifier la réglementation ». Dans le même esprit, le comité national de la Confédération paysanne, en juin, a interdit aux sections locales la moindre initiative sans l'accord de l'appareil. Bové n'est que le pantin médiatique d'une bureaucratie syndicale comme les autres. La Confédération paysanne est enfin devenue l'interlocuteur attendu de l'État, un lobby corporatiste comme les autres. Elle ne lutte pas contre les OGM, mais négocie les conditions de leur mise en place : « Pour tous les essais OGM réalisés en milieu réel, les firmes privées ne devraient pas pouvoir en réaliser seules le suivi. L'implication d'une recherche publique "neutre" (issue de l'Inra, du CNRS...) et non liée économiquement aux firmes nous paraît obligatoire. »

Comme si la recherche « publique » était étrangère au développement des OGM.

Dans la lutte contre les OGM, il est déjà arrivé que des individus assument la responsabilité de leurs actes au grand jour, comme à Nérac en janvier 1998 et au Cirad, à Montpellier, en juin 1999. Les leaders d'Attac et de la Confédération paysanne en renversent aujourd'hui le sens. Ils inaugurent une nouvelle forme de délation : celle, volontaire, des citoyens respectueux des lois de la République. Leur prétendue solidarité citoyenne rejoint les accusations du procureur de la République de Saumur. Elle désigne en fait à l'État, comme coupables en puissance, les individus qui refusent de se soumettre aux nouvelles techniques de contrôle et de répression. Les citoyens modernes, que représentent les leaders d'Attac, sont ceux qui vont à la rencontre des *desiderata* de l'État et qui acceptent comme science indiscutable ce qu'il raconte. Rien d'étonnant à ce qu'ils acceptent le monde des biotechnologies, comme l'a déjà d'ailleurs affirmé le conseil scientifique d'Attac, qui appelle à « la mise en place d'instruments de contrôle démocratique afin de placer le puissant outil de recherche des biotechnologies au service de la vie ». Comme si, depuis 50 ans, les technologies qu'elles soient n'avaient pas asservi et empoisonné la vie.

Quant à nous, nous rejetons en bloc la bêtise récurrente des citoyens militants qui croient possible de s'opposer aux OGM sans refuser de se soumettre aux tests génétiques. Nous ne sommes pas solidaires des gens qui acceptent la fatalité du développement technologique et qui en restent à des accès d'indignation morale contre les « dérives » qu'il génère. C'est pour nous la même vision bornée qui réclame plus de contrôle de la part de l'autorité que l'on veut croire bienveillante contre toute évidence. Les mêmes viendront ensuite se plaindre des atteintes à leurs « libertés fondamentales » et réclameront que les contrôleurs soient toujours mieux contrôlés. Les citoyens se trompent donc de combat : la lutte à mener n'est pas la défense du dirigisme étatique contre le libéralisme économique, mais bien plutôt la défense de la liberté et de l'autonomie humaines contre l'assujettissement de chacun à la machinerie industrielle et étatique du capitalisme.

Saluons celles et ceux qui s'opposent avec conséquence aux différentes applications des biotechnologies.

Paris, le 14 décembre 2000

**Quelques ennemis
du meilleur des mondes**

* Communiqué de presse de la Confédération paysanne, du Gabb Anjou et d'Attac, le 20 octobre 2000. Dans *La Nouvelle République* du 11 septembre 2000, on a même pu lire la déclaration sans ambiguïté du porte-parole de la Confédération paysanne du

Maine-et-Loire, André Rouleau : « J'espère que la gendarmerie va pouvoir identifier rapidement les auteurs. »

** Appel à l'opinion et aux élus - Empêcher le hold-up des transnationales sur le vivant, conseil scientifique d'Attac, le 5 juin 1999.

• 29 DÉCEMBRE 2000

Plusieurs tonnes de semences OGM destinées à la vente sont détruites dans un entrepôt de la firme Pioneer Semences à Montauban, par Les Overdoses Grandement Mécontents.

Communiqué


PIONEER SEMENCES
S.A.S. au capital de 5 004 000 France - R.C.S. Toulouse B 775 838 838
Siège social : chemin de l'Enseigne - 31840 AUSSONNE (France)
Téléphone : 33 (0)5 61 06 20 00 - Fax : 33 (0)5 61 85 14 22
Adresse Internet : <http://www.Pioneer.com/France>

PIONEER.

LE 29/12/2000 UN ENTREPOT
CONTENANT PLUSIEURS TONNES DE
SEMENCES GENETIQUEMENT MODIFIEES
(OGM) A ETE VISITE. CETTE
ACTION REUSSIE VISAIT LA
DESTRUCTION COMPLETE DE CE
STOCK CLANDESTIN
MIDI PYRENEES EST EN POINTE
DANS LA PROLIFERATION DES
CULTURES D'OGM, LEURS

O.G.M.

DESTRUCTIONS EST LA SEULE ALTERNATIVE
POUR L'ARRÊT IMMÉDIAT DE CE PROCESSUS

LES OVERDOSES
GRANDEMENT
MECONTENTS

PIONEER SEED FOR TRIAL NON SALEABLE
"Contains genetically modified organisms"
N° LOT SAP: 16208
Material: X0898VT-2103
Size: MF
PMT Lot: K.KG: 3430
Grown in: CHM 32.0
Date lot: F0873P016206
Quantity (kg): 32.0
Export code: ESTRADA
N° Control Tag: 21623
Treated with: RESISTANCE NON TUEE

Se ne pot vèndre per l'agricultura. Prendre l'etiqueta per
poder se reconèixer per la vida. Se pot destruir si se desitja de fer.
PIONEER GENETIQUE S.A.S., c/o de l'Enseigne B.P. 2100 AUSSONNE 31840 FR 01 61 06 20 00


PIONEER
FRANCE

ENQUÊTE Un entrepôt de semences avait été saccagé le 29 décembre

Les vandales traquaient les OGM

Un entrepôt sans raison sociale apparente auquel on accède par un chemin cabossé serpentant à travers d'autres entrepôts eux parfaitement identifiés puisque ce sont ceux du fabricant de meubles Capelle. Cet entrepôt « fantôme » est occupé par la société « Pioneer semences » qui gère ici à Montauban sur une surface de 4 à 5.000 m², des milliers de tonnes de semences d'origines françaises et étrangères, constituées à environ 80 % de maïs et 15 % de tournesol. Mais il y a aussi dans ce hangar, quelques centaines de tonnes d'organismes génétiquement modifiés, « environ 10 % du stock », confirme le directeur des relations extérieures de la société, Gérard Faure. Des OGM qui sont d'ailleurs autorisés à la vente hors du marché français. « Ceux stockés à Montauban, précise notre interlocuteur, sont destinés au marché espagnol ou aux pays de l'est où leur utilisation est autorisée ». Des OGM qui font néanmoins l'objet d'un vaste débat éthique dans notre pays et qui ont déjà, par le passé, motivé un certain nombre d'actions radicales conduites par des opposants virulents tels que la confédération paysanne de José Bové.

C'est donc là à quelques jets de pierres de la zone Albasud, que le 29 décembre dernier (notre édition du 31 décembre), des visiteurs entrés par effraction, ont saccagé une grosse partie des stocks entreposés sur place, lacérant et renversant les sacs conditionnés sur des palettes. « Le préjudice n'a pas encore été définitivement établi, expliquait hier Gérard Faure. Mais il s'élèvera probablement à plusieurs dizaines de millions de francs ».

LA REVENDECTION ARRIVE À NOTRE RÉDACTION.

Visiblement, les casseurs étaient bien renseignés puisque « Pioneer Semences » loue cet entrepôt depuis quelques semaines seulement. Les enquêteurs du commissariat de Montauban qui se sont rendus sur les lieux ce soir là, sont néanmoins restés sceptiques sur les motivations des visiteurs.

Un premier élément de réponse quant à la véritable motivation des auteurs est parvenue vendredi à la rédaction de notre journal. Sur un document dérobé sur place par les auteurs et authentifié comme tel par un membre de la société Pioneer, un groupe se faisant nommer les « OGM » (Overdoses grandement mécontents) revendique l'action du 29 décembre, affirmant avoir détruit « plusieurs tonnes de semences génétiquement modifiées (...) Cette action réussie visait la destruction complète de ce stock clandestin (...) seule alternative pour l'arrêt immédiat du processus ». Selon la société Pioneer, seules deux ou trois palettes d'OGM ont été visées par les vandales, ce saccage ayant surtout touché des semences classiques « d'origine française ».

Pour les enquêteurs comme pour la société Pioneer, cette revendication apparaît crédible en raison notamment du support sur lequel le texte a été écrit. En raison également de l'étiquette figurant sur le montage, elle aussi prélevée sur un sac de semence appartenant au stock. Maintenant, les services de police sont toujours aussi perplexes sur l'identité des « OGM » dont le patronyme peut faire sourire. En tous cas, selon les services de police et nos propres recoupements, ce « groupuscule » n'a encore jamais été cité dans aucune affaire de rétorsion visant des plantations ou des stocks d'OGM.

Pierre MAZILLE.

La Dépêche, 31/12/2000

• 8 ET 9 FÉVRIER 2001

À Montpellier, procès de Dominique Soullié, René Riesel et José Bové pour la destruction, le 5 juin 1999, de riz transgéniques expérimentés par le CIRAD.

Extraits de la déclaration de René Riesel devant le tribunal correctionnel de Montpellier, le 8 février 2001

(...) Mais ces arguments sont vains s'ils ne servent qu'à justifier d'ineptes *contre-expertises* qui, en commençant par s'interdire de remettre en cause le fait accompli du déchaînement technologique, s'interdisent de penser et de qualifier les rapports sociaux qui l'ont rendu possible; et, du même coup, le genre de société que ce déchaînement veut continuer de produire.

Voilà pourquoi, en détruisant *sans attendre* les riz expérimentaux du CIRAD, on n'a pas seulement choisi de prendre la vertueuse recherche publique «la main dans le sac de ce qu'elle produit», mais aussi de lui *faire perdre du temps*. À en juger par la réaction du CIRAD, si fort préoccupé de chiffrer ce «retard», c'était une bonne idée. Et à considérer l'état du monde, on ne peut douter non plus que *le temps perdu par la recherche* est, à coup sûr, *du temps gagné pour la conscience*. L'État, qui s'y connaît, condamna aussitôt, par la bouche du ministre Glavany, «ces attitudes destructrices aboutissant à disqualifier la recherche scientifique, à cultiver par amalgame une approche obscurantiste du débat sur les biotechnologies et enfin à utiliser le recours à la violence en lieu et place du débat démocratique».

Obscurantisme. Le mot est lâché ! Voyons alors ce qu'il en est des lumières dispensées par la science moderne, cette fille du laboratoire *et de l'industrie* ; ou des fables sur la supposée distinction entre science et «applications», cette imposture depuis longtemps éventée. Ou encore d'un progressisme scientiste, désormais biologique, qui manque pour le moins de fraîcheur : à l'instar de cette société de classes qui nous promet de résoudre sans retard ses contradictions quand elle ne fait en vérité qu'en empiler de nouvelles, jusqu'à trouer la couche d'ozone.

(...) depuis plus d'un siècle, à chaque innovation des sciences et des techniques, ce sont les mêmes grosses ficelles qu'on débobine : demain, la physique, la chimie, la biologie auront vaincu la misère, la maladie, la faim et – pourquoi pas ? – la mort elle-même.

Rire de ces sornettes toujours démenties, c'est être rétrograde, «obscurantiste» comme dit le brillant Glavany, c'est aller contre l'esprit démocratique du temps, qui se nourrit d'espoir et de participation «citoyenne». Et cela, alors même que nous pouvons juger sur pièces des résultats concrets du millénarisme de la *science industrielle* – nonobstant d'autres nouveaux virus, des prions inédits, l'intensification du rayonnement ultraviolet, ou tout autre désastre qui permettra aux nouvelles générations de chercheurs d'exercer leur ingéniosité dans ce gigantesque laboratoire-usine qu'est à leurs yeux la Terre.

Ce scientisme utilitariste et réducteur, qui ne croit comprendre que lorsqu'il croit dominer, ne sait rien imaginer qui soit *gratuit*, non brevetable, non manipulable ; il regarde avec haine tout ce qui, dans la nature, contredit encore la pauvreté de la survie industrielle. Il a expliqué aux parents que le cerveau est un ordinateur et le corps une voiture désormais livrée avec pièces de rechange ; il enseigne maintenant aux enfants que la cellule est une «machinerie génétique», et une mitochondrie une «centrale» énergétique.

C'est au fond de cette poubelle où, gorgés de dioxines, intoxiqués par l'air, empoisonnés par l'eau, nous avons dû, pour comble, nous résoudre à citoyennement trier *leurs* ordures, qu'on nous avise maintenant, via Internet au besoin, qu'il nous faudra débattre, démocratiquement s'en-

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier - 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

**DÉMASQUONS
L'IMPOSTURE
PROGRESSISTE**

**LICENCIONS
LES APPRENTIS
SORCIERS !**

Quelques ennemis du meilleur des mondes

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

**DROIT à la
PARESSE**

**pour les
CHERCHEURS !**

Quelques ennemis du meilleur des mondes

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

**DÉMASQUONS
LES
CHERCHEURS**

**VIDONS
LES
LABORATOIRES**

Quelques ennemis du meilleur des mondes

tend, des embellissements qu'on pourrait lui apporter ! Mais débattre *de quoi* ? De décisions déjà prises, ou qui le seront de toute façon. Car on a beau jeu de nous représenter qu'ainsi partis le seul choix qui reste est d'aménager, autant que possible, le cours chaotique de l'innovation automatisée, ses *dégâts collatéraux*, ses regrettables *externalités négatives*. On ne songe même pas à dissimuler qu'à cet aménagement on a déjà fixé un objectif permanent : repousser toujours plus loin les seuils d'*acceptabilité sociale*, comme dit très scientifiquement la *novlangue* lorsqu'elle veut parler d'approfondir la soumission. Nous devons nous faire aux proliférantes chimères techno-industrielles, mais en en débattant, en nous berçant doucement d'espérances sur les progrès perpétuellement imminents, mais évidemment décisifs, de la lutte contre les cancers produits par le mode de vie industriel.

Débattre de quoi, donc, mais aussi *avec qui* ? Il faudrait peut-être inviter à ce *symposium* élargi des interlocuteurs *crédibles*, de ceux qu'on trouve à la pelle dans les bureaucraties d'État dont on ne cesse d'exalter la mutation supranationale ? (...)

Quoi qu'il conclue, ce tribunal répondra de toute façon à une question bien simple : le fameux principe de précaution est-il fait pour être appliqué ? Si c'est le cas, nous l'avons appliqué au CIRAD. Ou n'est-il pas plutôt destiné à rester une fiction, prétexte à de faux débats dont l'objet n'est sûrement pas de déterminer des choix, puisque encore une fois ils sont déjà faits, ni même de préciser des enjeux ou des risques, puisqu'ils sont méthodiquement *ignorés*. Et quand je parle d'ignorance, ce n'est pas une figure de style ; les fulgurants progrès des nécrotechnologies l'ont amplement démontré depuis dix ans : la génomique, où il y a beaucoup de technique et très peu de science, est en réalité proprement *incompréhensible* à ses promoteurs et agents eux-mêmes.

Sur ce point au moins, comment ne pas croire Axel Kahn, de l'INSERM et Aventis, quand il convient que la combina-

toire des gènes «relève probablement de processus en partie chaotiques» et qu'elle « est dans son détail probablement peu connaissable»? Le «détail» en question, cette part «peu connaissable», je m'avancerai à dire qu'elle contient en germes toutes les catastrophes et calamités inédites à venir, dont l'ESB n'est, je le crains, qu'un hors-d'œuvre.

Si on m'a prêté un peu d'attention, on aura compris que c'est bien à l'ensemble des prémisses de la recherche scientifique moderne, privée comme publique, à tout l'arsenal technologique de contrôle et de conditionnement qu'elle met au service de l'industrialisation de la vie, jusqu'à l'artificialisation intégrale, que j'ai l'impudence de m'opposer.

(...)
Le 8 février 2001.
René Riesel
in Avenir complets..., ENCyclopédie des NUISANCES, Paris, 2001

(...) Une critique de la société industrielle ne peut s'épargner d'en réfuter tout le *système des besoins*. (Que l'on se souvienne seulement de la façon dont les luttes antinucléaires s'étiolèrent et disparurent faute de remettre en cause les besoins justifiant la démesure énergétique.) Cela impose tout d'abord une claire démarcation d'avec tous les *progressismes*, en coupant court aux discussions métaphysiques sur l'essence vertueuse (ou non) de la recherche scientifique, publique ou privée : de quelles bonnes intentions ou de quelle perspective d'avenir radieux y aurait-il encore à la créditer, alors que nous suffoquons sous ses *retombées* ? Dans le monde du monopole industriel et marchand des sciences, des arts et des métiers, *on n'est pas scientifique innocemment*. Au-delà d'une élémentaire solidarité, le procès de Montpellier peut être l'occasion de défendre les meilleurs raisons du sabotage de chimères d'État, celles que vont tenter d'obscurcir les prévisibles tirades sur la «recherche publique» et son «contrôle citoyen».

Extrait du texte *Au nom de la raison*,
ENCyclopédie des NUISANCES, 12 janvier 2001.
(diffusé lors du procès de Montpellier)

Affiches apposées autour du Tribunal de Montpellier le 8 février 2001

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

LES YEUX FERMÉS

LE PIED SUR L'ACCELÉRATEUR !

Quelques ennemis du meilleur des mondes

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

SOUS LES OGM L'EUGÉNISME

« A bon la dictature de la sélection naturelle, vive la maîtrise humaine des vivants ! Car à quel bon se voiler la face ? Il est évident que l'homme, dans un avenir plus ou moins proche, aura le pouvoir de modifier son patrimoine génétique. Et l'appréhension que suscite l'insertion d'une telle technique ne semble guère justifiée... Je suis persuadé que l'homme fait, celui qui maîtrisera parfaitement les lois de la génétique, pourra être l'artisan de sa propre évolution biologique, et non celui de sa dégénérescence. »
Daniel Cohen, généticien, créateur du Tilleton, Les Genes de l'Espoir, LaBorde, 1993

Quelques ennemis du meilleur des mondes

Procès du riz transgénique : la recherche scientifique en procès
Tribunal de Montpellier 8 février 2001 (à partir de 9 heures)

NOUS NE SOMMES PAS PROGRAMMÉS

NI DIEU NI GÈNE !

Quelques ennemis du meilleur des mondes

• 10 MAI 2001

Diffusion d'un texte intitulé « Aux anti-OGM », qui appelle à la destruction des essais d'OGM en Europe.

• JUIN 2001

Par décision judiciaire, l'État français est contraint de rendre publique la localisation des parcelles transgéniques expérimentées sur tout le territoire.

• FIN JUIN 2001

À Beaumont-sur-Lèze (Haute-Garonne) près de Toulouse, destruction non-revendiquée de maïs transgénique.

• 16 JUILLET 2001

À Guyancourt (Yvelines), Les Ravageurs détruisent 3000 m² de maïs génétiquement modifié expérimentés par le GEVES (Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences).

« (...) La reprise d'interventions directes contre les intérêts, les installations et les expérimentations de tous les développeurs de chimères végétales, animales ou humaines s'impose. Sa perspective explicite est la reconquête de la souveraineté sur notre existence. Nous ne serons rassurés qu'en mettant un terme aux causes de notre inquiétude. La première de ces causes est un constat : la nature fondamentale de la société industrielle et marchande, c'est son incapacité à interrompre ou même à freiner son auto-développement. Il ne faut pas rêver de l'aider à y songer. Il faut nous employer à l'interrompre là où nous le pouvons. (...) »

Aux anti-OGM, 10 mai 2001.

Communiqué

Désespérons Guyancourt !

Nous sommes intervenus le 16 juillet 2001 au GEVES (Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences, La Minière, 78285 Guyancourt cedex)*, pour détruire une parcelle de 3000 m² d'un maïs transgénique insecticide.

Le GEVES est un organisme d'État fonctionnant sous la houlette de l'INRA, du ministère de l'Agriculture et du GNIS, groupement des industriels semenciers. Pour être mises sur le marché, toutes les variétés de semences doivent être expérimentées, contrôlées et homologuées par cet organisme. À ce titre, le GEVES participe à l'organisation d'un marché captif – et le légitime – qui oblige les paysans à racheter aux industriels chaque année les semences nécessaires à leurs cultures. Les OGM ne sont que l'ultime avatar de cette organisation de la dépossession, qui n'a pour but que de manipuler et domestiquer tout ce qui vit sur terre.

« Un jugement du GEVES est un jugement sûr », affirme-t-on dans ce milieu. C'est-à-dire un jugement devant lequel il n'y aurait plus qu'à s'incliner. Les experts, qu'ils soient du GEVES ou d'ailleurs, ont déjà permis et justifié tant de désastres que leur fonction même ne nous paraît pas nécessaire. Nous refusons le monde de la catastrophe permanente dans lequel ils prétendent nous faire survivre.

Pas besoin d'être experts en sabotage ni de disposer de beaucoup de moyens pour appliquer le seul principe de précaution raisonnable : la destruction !

Les Ravageurs

* Pierre-Louis Lefort, Président du GEVES. Tél. : 01 30 83 35 50

Nicole Ladet, diffusion de l'information technique. Tél. : 01 30 83 36 76

Les écologistes ouvrent la chasse aux OGM

«(...) Le 16 juillet, c'est une parcelle de maïs transgéniques de 3000 mètres carrés plantée par le Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (Geves) qui a été saccagée à Guyancourt (Yvelines). Les vandales, qui se sont baptisés *les Ravageurs*, ont piétiné les plantations avant d'abandonner derrière eux une banderole sur laquelle était écrit : «OGM, un seul principe de précaution : la destruction.» Fin juin, la firme Monsanto a été victime d'un acte semblable à Beaumont-sur-Lèze en Haute-Garonne où un champ de maïs a été entièrement ravagé.

Cette «écolo-délinquance» intervient alors que le gouvernement tente précisément d'introduire davantage de transparence dans le dossier des OGM. [...]

Le Figaro, 24 juillet 2001

Commando contre le maïs transgénique

« Une recherche de plusieurs années mise à mal »

Ces dégradations consternent la direction du Géves. «Ce qu'ils ont fait est irréparable, il faut attendre un an pour recommencer, déplore Yvette Dattée, la directrice du Groupe. C'est un effort de recherche de plusieurs années mis à mal, cela retarde la commercialisation de ces plantes.» Le Groupe est en effet chargé de tester la qualité des semences fabriquées par les industriels. Une fois les études achevées, le Géves transmet ses résultats au ministère de l'Agriculture, qui délivre ou non l'autorisation aux producteurs de commercialiser leur produit. Ce sont donc les entreprises qui sont les premières victimes de l'opération coup de poing.

« Nous étions en train de comparer des va-

riétés de maïs résistantes à la pyrale, un insecte, grâce à l'introduction d'un gène, à du maïs traditionnel, explique Yvette Dattée. Les deux variétés étaient plantées en damier sur les 3 000 m². Sur l'ensemble de cette surface, seul un tiers comprenait des OGM. » En s'en prenant à quelques pieds de maïs, c'est l'ensemble de l'étude qui est compromise.

Le Parisien, 18 juillet 2001 (extrait)

GUYANCOURT *Une action signée "les Ravageurs"*

Un champ d'OGM détruit par un groupe inconnu

Une parcelle de maïs transgénique du terrain de la Minière, appartenant au GEVES, a été détruite par un mystérieux commando. Les associations écologistes du département condamnent cette action.

L'association yvelinoise "Terre et environnement" a condamné cette action. «*Nous sommes contre toute action violente et illégale*, explique April Mach, présidente de l'association. *Cependant les explications du GEVES lors de la journée porte ouverte ne nous ont absolument pas convaincu*». "Terre et Environnement" appelle d'ailleurs le public à interroger

leurs élus sur la question des OGM. Georges Bodu, porte parole yvelinois du Mouvement Ecologiste Indépendant (MEI), déclare «*condamner ce type d'actions clandestines. Cependant nous sommes fermement opposés aux OGM*, continue-t-il. *Mais nous préférons les actions à visage découvert*»

M. L.

Toutes les Nouvelles de Saint-Quentin-Rambouillet,
25 juillet 2001 (extrait)

«(...) C'est la troisième destruction dont le GEVES est la cible depuis le 16 juillet dernier où une parcelle de maïs transgénique de 3 000 m² avait été détruite à Guyancourt. Selon Yvette Dattée, directeur du GEVES, «une autre destruction a eu lieu en juillet en région parisienne mais n'a pas été rendue publique car n'ayant pas été revendiquée». Elle contenait, comme dimanche dernier, «des plantes conventionnelles». (...)

AFP, 4 septembre 2001

• 22 JUILLET 2001

À Gênes, les représentants des États du G8 réaffirment leur volonté de développer les biotechnologies.

• 23 JUILLET 2001

La dissémination du maïs OGM est attestée par un rapport de l'Afssa (l'Agence française pour la sécurité sanitaire des aliments), qui révèle la présence de maïs génétiquement modifié dans 41% des échantillons de semences et de récoltes de maïs conventionnel analysés.

Les OGM gagnent du terrain en France

- Le colza, le soja et surtout le maïs traditionnels sont colonisés par des semences transgéniques
- Selon l'Agence de sécurité des aliments, cette lente dissémination ne présente pas de danger pour la santé
- Bruxelles veut améliorer la traçabilité des organismes génétiquement modifiés

OGM pour tous

LES organismes génétiquement modifiés, plus connus sous le sigle OGM, reviennent dans l'actualité, avec une bonne nouvelle et une mauvaise. La bonne nouvelle, contenue dans un avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), est qu'il n'existerait pas de risque pour la santé humaine, en tout cas dans l'état actuel de diffusion des produits OGM dans la chaîne alimentaire en France. « *La probabilité d'effet toxique ou allergénique apparaît comme extrêmement faible* », écrit l'Afssa.

La mauvaise nouvelle, c'est que les OGM, soumis à un moratoire en France depuis 1997, sont bel et bien présents. L'Afssa en a trouvé dans 41 % des échantillons de semences et de récoltes de maïs qui lui ont été soumis. Certes, il ne s'agissait que de « traces » d'OGM, parfois moins de 0,1 %, mais enfin les lots examinés étaient tous censés être des maïs conventionnels, tels que la nature et quelques siècles de sélection agronomique les ont faits. Les entreprises semencières, de leur côté, estiment que des traces d'OGM sont présentes dans 7 % des lots de maïs qu'elles ont elles-mêmes examinés. Que ce soit 7 % ou 41 % ne change pas le problème sur le fond : pendant le moratoire, la diffusion des OGM continue.

Cette dissémination s'opère apparemment de plusieurs manières. L'une est le stockage de graines ou leur transport dans des conteneurs ayant contenu du maïs – voire du soja, qui a aussi été décelé – transgénique. L'autre est la contamination à partir des

champs de maïs OGM autorisés en France (il en existe six sortes) ou en Europe : le vent, la pollinisation ou le mélange des espèces en bordure des champs peuvent être mis en cause, même les semenciers en conviennent. Cette deuxième explication n'est pas la plus rassurante : il n'y a que 34 hectares de maïs OGM destinés à la commercialisation – sur 3 000 hectares de maïs en tout sur le territoire français – et quelques champs destinés aux expériences scientifiques. Et pourtant les OGM sont là, dans le maïs destiné à alimenter les animaux dont nous nous nourrissons.

Ce constat rend un peu dérisoires les précautions affichées, non seulement par Paris, mais par Bruxelles. La Commission européenne propose en effet une directive destinée à contrôler, sans interdire, la commercialisation des OGM. Réglementation, traçabilité, étiquetage, tout est prévu. Les Européens pourront décider d'acheter ou non des produits alimentaires contenant des OGM « *en toute connaissance de cause* », assure David Byrne, le commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs. On ne peut que saluer la création prochaine d'une Autorité alimentaire européenne, seule habilitée à permettre, notamment, la mise sur le marché d'OGM pour l'alimentation. Il n'y aura donc, *dixit* David Byrne, qu'« *une porte, une clé* » pour l'entrée des OGM en Europe. Cela fait irrésistiblement penser à ce film de Buster Keaton où, pendant une tornade, il lutte pour refermer la porte d'une maison qui n'a plus ni toit ni fenêtres.

Le Monde, 26/7/2001

« Tous les efforts possibles devront être faits pour accroître la productivité de l'agriculture. Entre autres choses, l'introduction de nouvelles technologies éprouvées et testées, y compris des biotechnologies, d'une façon sûre et adaptée aux conditions locales, a un potentiel certain pour augmenter le rendement des cultures en utilisant moins de pesticides et moins d'eau qu'avec les méthodes conventionnelles. Nous nous engageons à étudier, partager et faciliter l'utilisation responsable des biotechnologies au service des besoins de développement. »

**Déclaration finale
du G8 à Gênes, le 22 juillet 2001.**

« Que nous le voulions ou non, cette présence accidentelle est une réalité. C'est l'œuvre de la nature. A moins de mettre fin aux cultures d'OGM dans le monde entier ou de fermer les frontières, il n'y a pas grand chose à faire contre ce phénomène. »

**David Byrne, commissaire européen
(cité dans *Le Monde*, 26/7/2001)**

« La présence fortuite à de faibles taux d'OGM résulte d'un phénomène naturel, techniquement inévitable, dont les entreprises de semences et de protection des plantes se font l'écho depuis des années, en préconisant notamment la mise en place d'un seuil de présence fortuite, unique, à 1%. »

**Philippe Gracien,
directeur général du Groupement
national interprofessionnel des semences
(cité dans *Le Figaro*, 8 août 2001)**

• 26 JUILLET 2001

La Confédération paysanne lance un ultimatum au gouvernement français : avant le 12 août, l'État devra détruire les expérimentations d'OGM en milieu ouvert, faute de quoi...

• 10 AOÛT 2001

Dans la Drôme, les Limes à grain détruisent, avant l'expiration de l'« ultimatum citoyen », quatre parcelles de maïs transgénique exploitées à des fins pharmaceutiques par Meristem Therapeutics, filiale de Limagrain : à Roussas, à Saint-Paul-Trois-Châteaux ainsi qu'à Montségur-sur-Lauzon.

PREMIÈRE CRITIQUE EN ACTES DE L'IMPOSTURE GÉNÉTIQUE-PHARMACEUTIQUE.

Communiqué

DÉCONTAMINATION, AVANT LE 12 AOÛT, DE 4 SITES DE MAÏS OGM DANS LA DRÔME

Ce matin, 11 août 2001, dans les localités de Montségur-sur-Lauzon, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Roussas (département de la Drôme), nous avons décontaminé 4 sites de maïs génétiquement modifié par la société MERISTEM THERAPEUTICS.

La dissémination en cours portait sur du maïs trafiqué pour que son ADN exprime la lipase gastrique de chien, à des fins médicales.

Dans la société capitaliste industrielle, la course au « progrès technologique » légitime une concentration hégémonique des pouvoirs et des savoirs, aux dépens des populations, de leur survie et de leur autonomie.

Dans le domaine de l'alimentation comme dans le domaine thérapeutique, les OGM représentent le dernier maillon en date dans ce processus de désappropriation de la maîtrise de nos moyens d'existence. Tout comme il n'y a pas de « bon » nucléaire, l'alibi thérapeutique ne justifie pas plus la poursuite d'un tel processus que les nécrotechnologies agro-productivistes.

Nous ne pensons par ailleurs pas que la codification dans une charte (cf. *Le Monde* d'avant-hier, p.10) le rende acceptable parce que plus transparent.

Notre intervention faisait suite aux décontaminations récemment opérées en France, Italie, Hollande et Belgique, sans attendre l'échéance de l'« ultimatum » fixé le 12 août.

La seule façon de combattre les OGM, c'est de combattre le monde qui les produit.

(Rappelons que restent à ce jour dans la Drôme les sites de maïs génétiquement manipulés suivants : Monsanto à Pierrelatte et Salettes, Meristem Therapeutics à Pierrelatte et Donzère, Biogemma à Cléon-d'Andran et Lagarde-Adhemar).

LES LIMES À GRAINS

Trois champs détruits dans la Drôme

TROIS CHAMPS DE MAÏS, s'étendant au total sur 2 500 m² et appartenant à une société travaillant sur les OGM ont été détruits dans la nuit de vendredi à samedi dans trois villages du sud de la Drôme par une mystérieuse organisation, les Limes à grains, qui a revendiqué, hier, l'opération. Ce nom pourrait être un jeu de mots faisant allusion à la société Limagrain basée dans le Puy-de-Dôme. Il s'agit de l'un des plus importants semenciers européens qui a engagé des programmes de recherches sur les OGM en association avec l'Inra. Selon les gendarmes, seuls deux des trois champs, situés à Montségur-sur-Lauzon, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Roussas, étaient effectivement plantés de maïs transgénique.

Le Parisien, 14/08/2001

Les semenciers dénoncent la destruction de maïs transgénique dans la Drôme

TROIS ORGANISMES représentant les semenciers se sont élevés, mardi 14 août, dans un communiqué, contre la destruction, dans la nuit du 10 au 11 août, de parcelles de maïs transgénique dans la Drôme, revendiquée par « *Les limes à grains* », « une organisation à l'identité fantaisiste ». Les parcelles détruites appartenaient à une société travaillant à l'élaboration de médicaments contre des maladies comme la mucoviscidose, le cancer du pancréas ou l'alcoolisme chronique, ont indiqué les semenciers.

« Cette destruction inexcusable doit au moins servir à rappeler que l'un des enjeux des OGM se situe dans la recherche thérapeutique », ajoutent la Confédération française des semenciers (CFS), le Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS) et l'Union des industries de protection des plantes (UIPP).

Le Monde, 16/08/2001

OGM : refuser l'obscurantisme *par Alain Catala*

UNE mystérieuse organisation a revendiqué la destruction de trois parcelles de maïs dans le sud de la Drôme (*Le Monde* du 15 août). Deux parcelles concernaient des productions expérimentales de maïs génétiquement modifié destinées à des recherches médicales conduites par Meristem Therapeutics. La troisième, portant une culture de maïs conventionnel, aurait été détruite par erreur... !

Malgré le choix d'un nom digne d'une plaisanterie de potaches, les Limes à grains, alors que leur action et leur discours révèlent une démarche totalitaire et obscurantiste, ces pseudo-justiciers affi-

chent un triple mépris : le mépris des malades qui attendent avec espoir la confirmation des résultats expérimentaux prometteurs des recherches de Meristem Therapeutics sur la lipase gastrique, protéine destinée à traiter l'insuffisance pancréatique exocrine dont souffrent notamment les malades atteints de mucoviscidose ; le mépris le plus total vis-à-vis de la recherche et de la communauté scientifique, accusées de travailler aux dépens des populations ; enfin, le mépris de tout dialogue, de la démocratie, et, finalement, des lois de la République, par un appel délibéré au combat.

Faudrait-il démissionner devant

ces terroristes ? Faudrait-il renoncer à la recherche, à l'expérimentation, à l'innovation, au progrès ? Faudrait-il quitter le territoire national et délocaliser comme tant d'autres ? Eh bien, non ! Notre devoir est de poursuivre résolument les recherches pour améliorer les plantes et répondre ainsi aux besoins de qualité, de sûreté, de sécurité et de prix abordables exprimés par nos concitoyens. Notre devoir est aussi de poursuivre devant les tribunaux ceux qui détruisent nos expérimentations, ceux qui portent atteinte à la réputation du nom de Limagrain ainsi que ceux qui appellent à ces destructions.

Mais nous ne sommes pas les seuls à avoir des devoirs. L'Etat doit mettre fin à cette dérive où chacun prétend rendre sa propre justice alors que c'est à lui, et à lui seul, de le faire : la volonté de transparence des pouvoirs publics doit s'accompagner de mesures apportant toutes les garanties nécessaires au respect de l'ordre public ; elle doit s'accompagner aussi de la condamnation sans détour de ces forfaits par les ministres concernés. Aujourd'hui, je constate avec tristesse que leur silence est assourdissant.

Alain Catala est directeur général du Groupe Limagrain.

Le Monde, 16/08/2001

À propos des plantes manipulées afin de produire des médicaments. Cas des maïs manipulés de la filiale de Limagrain Meristem Therapeutics, détruits le 11 août 2001 par Les Limes à grains dans la Drôme

- l'intérêt supposé d'une telle plante est essentiellement économique. L'industriel ne met en œuvre une technologie végétale en milieu ouvert, pour produire un agent thérapeutique bien connu (la lipase gastrique) aujourd'hui obtenu à partir de tissu animal, qu'en raison de son coût de production à terme plus bas pour lui (une autre solution, plus « sûre » mais plus coûteuse, consisterait, par exemple, à recourir à des cellules végétales en bio-réacteur) ;
- cette « innovation » technologique ne constitue donc aucunement une innovation thérapeutique, non plus qu'une quelconque « avancée » vers la guérison de la mucoviscidose : la connaissance qu'on a depuis plus de vingt ans du gène, et de la protéine CFTR pour laquelle il code, n'a, à ce jour, pas commencé à apporter l'ombre d'un début de solution ;
- l'innovation technologique ne fait que reconduire, de façon plus profitable pour l'industriel, un soin palliatif aux effets limités ;
- les objections liées à la pollution génétique par flux de gènes, dont la validité est désormais attestée de diverses manières (notamment dans les résultats confondants publiés en juillet par l'AFSSA) s'imposent : ces cultures libè-

rent dans l'environnement du laboratoire-monde des contaminants qui cette fois ne vont plus communiquer à d'autres plantes leur seule « tolérance » à un herbicide mais bien des propriétés pharmaceutiques qui, se retrouvant – et se recombinant – dans la chaîne alimentaire, engendreront habitudes, résistances et pharmacodépendances inopinées, sauf pour ceux qui entreprendront ensuite de développer les spécialités nécessaires à les « soigner ». Nulle raison de céder à quelque panique obscurantiste ! « Compte tenu des précautions prises, le risque de dissémination de pollen ou de grains est très faible » (fiche d'information destinée au public, dossier CGB n° B/FR/00.0207A) ;

- c'est la tribune libre, publiée dans *Le Monde* du 16/08/2001 par le directeur général du groupe Limagrain (dont Meristem Therapeutics est une filiale), qui affiche un véritable mépris des malades et de leurs espoirs, en recourant à d'indignes arguments de bateleurs, qu'on croyait réservés aux escrocs du « Téléthon », ressource annuelle du « Généthon », le voisin à Évry du consortium public-privé « Génoplate » dont fait partie le groupe semencier coopératif Limagrain « qui appartient à six cents agriculteurs des plaines de Limagne » (*Le Monde*, 25 août 2001).

Encadré repris dans le communiqué des *Thérapeutes antigéniques* (voir 3 octobre 2001).

« En s'attaquant sciemment aux OGM destinés à lutter contre les maladies, les opposants montrent jusqu'où ils peuvent aller : il n'y a plus de limites ! »

François Thiboust,
d'Aventis Cropscience France
et porte-parole de la « plate-forme » CFS-GNIS-UIPP,
Le Monde, 25 août 2001

• 22 AOÛT 2001

À Beaucaire (Gard), des militants de la Confédération paysanne, des Verts et d'Attac détruisent 1000m² d'hybrides de maïs génétiquement modifié puis se rendent à la préfecture, où ils sont reçus.

• 24 AOÛT 2001

À Cayrac (Tarn-et-Garonne), des Obscurs anti-scientistes détruisent 350 m² de maïs transgénique appartenant à Caussade Semences.

Communiqué Nettoyage d'un site de maïs OGM dans le Tarn-et-Garonne

Nous avons décontaminé, le 24 août 2001, un site d'expérimentation en plein champ de maïs génétiquement modifié tolérant au glyphosate appartenant à Caussade Semences, sur la commune de Cayrac dans le Tarn-et-Garonne.

Face à l'actuelle contamination massive des champs de maïs par le maïs génétiquement modifié, il est urgent de supprimer définitivement toutes les cultures et expérimentations transgéniques (plein champ ou confinées) avant que cette nouvelle pollution devienne irrémédiable. C'est bien là le but des promoteurs de ces nérotechnologies : nous mettre devant le fait accompli de l'artificialisation de la vie par manipulations et brevets.

Nous refusons les OGM, car nous n'avons pas besoin d'avis de pseudo-experts et de scientifiques. Depuis longtemps, la recherche a abandonné toute fonction émancipatrice et critique pour se contenter d'être l'auxiliaire zélée du capitalisme et du système industriel.

À considérer l'état du monde, on ne peut douter que le temps perdu pour la recherche est, à coup sûr, du temps gagné pour la conscience. Et science sans conscience...

Nous dénonçons la société Caussade Semences qui leurre les agriculteurs avec son image de fournisseur « traditionnel », alors qu'elle participe secrètement à l'implantation forcée du transgénique.

Des obscurs anti-scientistes

« Nous avons décontaminé, le 24 août 2001, un site d'expérimentation en plein champ de maïs génétiquement modifié tolérant au glyphosate, appartenant à Caussade Semences, sur la commune de Cayrac »... Ce texte signé Des obscurs anti-scientistes est parvenu à notre rédaction de Montauban, hier matin (voir fac similé ci dessous). Il n'y a donc pas que dans la Drôme que les anti-OGM ont fait le ménage dans les champs de plantations expérimentales.

En Tarn-et-Garonne, où six sites de ce type sont installés sur quatre communes (1), c'est une plantation située à Cayrac entre Albias et Réalville qui a été ciblée par des inconnus dans la nuit du 23 au 24 août dernier. Là, environ 350 m² de maïs génétiquement modifiés ont été coupés. Le fauchage de cette parcelle dissimulée derrière quelques pieds de maïs conventionnels eux mêmes protégés par une parcelle de sorgho, n'a probablement pas nécessité beaucoup de main d'œuvre. « Deux personnes suffisent pour raser une telle parcelle en trente minutes », assure-t-on au groupement de gendarmerie qui a ouvert une enquête et qui va s'efforcer de maintenir une surveillance discrète des autres sites expérimentaux installés dans le département. En attendant, la société Caussade-semences a déposé plainte.

ACTION CITOYENNE OU CITOYENNETÉ DÉBRIDÉE ?

Les anti-OGM ont donc mis leurs menaces à exécution. La confédération paysanne, mais aussi les Verts ou les membres d'Attac, avaient lancé un ultimatum au ministre de l'agriculture afin qu'il mette hors jeu ces expérimentations, ce qu'il n'a évidemment pas fait. Le porte parole de la confédération paysanne de Tarn-et-Garonne, Alain Molle, assure également qu'il avait pris contact dernièrement avec M. Baratin, directeur de recherche à Caussade-semences, afin de lui demander d'arracher lui même ses pieds transgéniques. La société n'avait pas mieux obtenu. Le 24 août dernier, ses plants de maïs génétiquement modifiés ont donc été supprimés. « Nous n'y sommes pour rien, fait cependant observer le porte parole de la confédération... Mais on ne va pas se cacher derrière notre petit doigt. Nous soutenons ce type d'action citoyenne »... « Action citoyenne » ? Le directeur de recherche de Caussade-semences préfère parler de « citoyenneté débridée ».

Du côté de la FDSEA, le discours est plus nuancé. « Il faut laisser travailler la recherche, affirme Jean-Paul Rivière. Si ces expérimentations ne peuvent plus avoir lieu en France, elles se feront ailleurs et l'on sera encore un peu plus dépendant de la génétique américaine ». Les responsables de Caussade-Semences se montrent inquiets devant ces opérations commando et

ne cachent pas leur exaspération. « On replonge dans l'obscurantisme le plus total, commente M. Baratin. Avant on dressait des bûchers. Aujourd'hui, on coupe des plantes... En plus, ces arrachages n'ont aucune cohérence puisqu'ils interviennent après la pollinisation »... Cette pollinisation que les anti-OGM évoquent justement à l'appui de leur opposition, de peur que ces plantes transgéniques contaminent les autres cultures. Le directeur de recherche de Caussade-semences dénonce enfin « un contexte trop politisé... On ne peut pas parler à ces personnes qui n'ont pas le courage de leurs actes ».

Pierre MAZILLE.

(1) Campsas, Cayrac, Meauzac (maïs) et Montech (maïs et tournesol).

La Dépêche
du Midi, 29/08/2001

OGM : M. Glavany souhaite davantage de mesures de précaution

AFFIRMANT que ces actions « ne peuvent être acceptées », le ministre de la recherche, Roger-Gérard Schwartzberg, a dénoncé, mercredi 22 août, la dernière opération d'arrachage de maïs transgénique menée le matin même à Beaucaire (Gard) à l'initiative de la Confédération paysanne (*Le Monde* du 23 août). Souhaitant, en matière d'OGM, « éviter deux excès contraires : l'aventurisme et l'obscurantisme », M. Schwartzberg souligne que « s'opposer à la recherche et aux progrès de la connaissance n'est pas une attitude progressiste ». Interrogé sur Europe 1, jeudi matin, le ministre de l'agriculture, Jean Glavany, s'est dit « favorable [à ce] que l'on puisse prendre des précautions supplémentaires sur les essais de recherche en plein champ ».

Le Monde, 24/08/2001

Monsanto France a qualifié la destruction de sa parcelle, à Beaucaire, « d'acte inqualifiable de délinquance ». Dans un communiqué publié mercredi après-midi, la filiale de l'agrochimiste américain souligne que cette action « porte atteinte à la liberté des recherches, qui sont menées, paradoxalement, dans le but de répondre justement aux interrogations » sur les OGM. Toute la profession des semences et de la protection des plantes s'est dite solidaire du géant américain, numéro un mondial de la production d'OGM.

LA LASSITUDE DES FABRICANTS

« Face aux destructions répétées, nous appelons au maintien d'un dialogue raisonné et démocratique », a indiqué, dans un communiqué, la plateforme CFS-GNIS-UIPP, qui réunit les entreprises de la semence et des pesticides en France. Les fabricants d'OGM sont las d'être

« diabolisés ». « Pourquoi des pays s'engouffrent dans ces nouvelles cultures ? C'est bien parce qu'elles présentent certains atouts qui ne sont pas simplement des avantages financiers pour les fabricants d'OGM ! », confie l'un de ces dirigeants.

L'opération menée à Beaucaire par 150 militants anti-OGM a eu lieu dans le calme, en l'absence des forces de police et de gendarmerie. Une délégation comprenant des représentants de la Confédération paysanne, d'Attac et de Nature et progrès a ensuite été reçue à la préfecture et au conseil général du Gard, devant lesquels les militants avaient déposé les fanes de maïs arrachées. Des actions de ce type pourraient être menées dans les prochains jours, en particulier dans la région Rhône-Alpes.

Véronique Lorelle
et Jean-Baptiste de Montvalon

• 26 AOÛT 2001

Dans la Drôme, 150 militants des Verts, d'Attac et de la Confédération paysanne détruisent deux parcelles de maïs transgénique, à Salettes (maïs transgénique de Monsanto) et à Cléon-d'Andran (maïs transgénique de Biogemma).

• 26-27 AOÛT 2001

À Avelin, dans le département du Nord, Les Preneurs de mal à la racine arrachent 2 parcelles de betteraves sucrières résistantes au glyphosate expérimentées par la firme Van den Have pour le compte d'Advanta.

Des inconnus détruisent des betteraves génétiquement modifiées dans le Nord

Des inconnus ont détruit la semaine dernière des betteraves génétiquement modifiées sur une superficie de 35 mètres carrés d'un champ d'Avelin, au sud de Lille, effectuant ainsi la première action anti-OGM dans le Nord, a-t-on appris mardi par la gendarmerie. L'action non revendiquée a été perpétrée dans la nuit du 27 au 28 août et les betteraves ont été soit coupées, soit arrachées, ont précisé les gendarmes.

La culture était réalisée par la société agronomique Advanta France, qui a porté plainte. La plupart des précédentes actions anti-OGM ont surtout concerné le maïs dans la moitié sud de la France.

4 septembre 2001 (AFP), Lille

Communiqué

Dans la nuit du 26 au 27 août 2001, nous avons détruit deux petites parcelles de betteraves génétiquement modifiées implantées dans la municipalité d'Avelin (département du Nord) pour le compte de la firme Advanta.

En quittant le centre d'Avelin pour emprunter la route d'Antrocuilles, peu avant de pénétrer dans le hameau éponyme, sur la droite, derrière une palissade de maïs, se cachaient une quinzaine de parcelles expérimentales entourées d'un périmètre de betteraves classiques.

Nous avons sélectionné ces parcelles théoriquement détruites avant floraison pour montrer combien notre critique ne se focalise pas sur le péril environnemental et sanitaire qu'annonce toutefois la dissémination avérée d'OGM.

À quoi étaient destinées ces betteraves ? À nourrir les populations du tiers-monde ? À éradiquer quelque maladie rare, comme l'avancent à l'envi les zéloteurs du génie transgénique dans leurs tissus de justifications mensongères, authentiques insultes à la réflexion la plus élémentaire ?

Non, à l'instar de la plupart des expériences de ce type effectuées en France, elle vise à rendre ces racines charnues «tolérantes» à un puissant herbicide dont la substance active se nomme «glyphosate-B». En clair, cette expérimentation visait à perpétuer l'escalade aux armements biocidaire exclusivement motivée par la quête du profit. Mais les objectifs ne se limitent pas à chercher à commercialiser une nouveauté chimique plus destructrice que les précédentes. Rendues stériles, les betteraves sucrières permettent à leurs créateurs de se sucrer durablement, par la diffusion d'un kit spécieux composé de l'herbicide total en question et de nos chenopodiacées doublement modifiées, dont les agriculteurs séduits ou contraints se doivent de racheter chaque année les

semences sans descendance. Ainsi, après la dépendance à l'agro-chimie instaurée dans l'après-guerre (et sa surenchère prévisible, et ses bienfaits inattendus pour nos sols et nos nappes phréatiques), voici donc la nouvelle panacée en matière de dépossession du paysan !

Nous apprenons par ailleurs que le gouvernement cherche les moyens de nous faire parler. Force est de constater qu'à travers ces débats propres à galvaniser les revendications partielles jusqu'à leur évanouissement, l'État ne fait que relayer complaisamment la stratégie surnoise du fait accompli adopté par les semeurs de mirages capitaux.

En vérité, il n'y a pas de bon ou de mauvais OGM, comme il n'y a pas de bon ou de mauvais nucléaire, de bonne ou de mauvaise agriculture intensive, de bons ou de mauvais pesti-herbi-bio-cides chimiques. Il y a en revanche une continuation du contrôle et de la négation du vivant, provoquant des déséquilibres fatals. Il y a, dans le cas qui nous occupe, une technologie qui n'est pas une science, qui ignore les mécanismes profonds de ce sur quoi elle s'applique, et donc les conséquences. En effet, le génie génétique se résume à un bricolage empirique, empire du pire où les seules valeurs qui comptent sont celles de la Bourse. Car le vivant répond à une combinatoire complexe, une interactivité abyssale dont même un Axel Kahn avoue qu'elle «relève de processus en partie chaotiques» et qu'elle «est dans son détail peu connaissable». Mais une multinationale, ça ne fait pas dans le détail. Que l'État soit incapable de garantir une image rassurante aux mirages de miracles des nouvelles technologies ne nous intéresse guère puisque c'est leur logique qui est fondamentalement néfaste.

Les Preneurs de mal à la racine

• 28 AOÛT 2001

À Labrihe dans le Gers, destruction d'une parcelle de maïs transgénique de Monsanto par la Confédération paysanne et des militants d'Attac. Le 25/10/01, trois inculpés seront condamnés à 3000 F d'amende avec sursis et à verser le franc symbolique à Monsanto.

• 1^{er} SEPTEMBRE 2001

À Sigalens (Gironde) et à Saint-Martin-la-Rivière (Vienne), les deux parcelles de maïs expérimentées par Biogemma visées par la centaine de militants des Verts, d'Attac, de la CNT de la Confédération paysanne et de diverses organisations n'ont pu être atteintes en raison de la présence prévisible des CRS.

Les forces de l'ordre ont empêché l'arrachage de plants d'OGM

POITIERS, BORDEAUX
de nos correspondants

Cette fois, les militants anti-OGM ont dû remiser leurs faucilles avant de pouvoir en faire usage. Le gouvernement, qui avait à plusieurs reprises laissé des opérations d'arrachage de plants de maïs transgénique avoir lieu en présence de caméras de télévision, a interposé des forces de l'ordre nombreuses, samedi 1^{er} septembre, entre des militants anti-OGM et les parcelles où ils entendaient se rendre. Après que Lionel Jospin eut qualifié d'« *illégaux* », le 28 août, les actions de ce type, Jean Glavany, ministre de l'agriculture, a déclaré, samedi, en marge de l'université d'été du PS, que le gouvernement ne « *laissera pas faire* » ces « *actions illégales* ». Cette mise en garde n'a pas impressionné José Bové : « *Nous poursuivrons jusqu'à la fin du mois de septembre la destruction des parcelles ensemencées avec des plantes génétiquement modifiées* », a annoncé le porte-parole de la Confédération paysanne, cité par le *Journal du dimanche* du 2 septembre.

Samedi matin, le comité de Bordeaux de la Confédération paysanne avait regroupé cent cinquante militants à Sigalens, en Gironde. La parcelle était difficile à trouver : quelques rangs sur cent cinquante mètres de long, au beau milieu de maïs ordinaire. Selon Claude Peytermann, militant des Verts, il s'agit

d'un essai camouflé, en infraction avec la réglementation. Les militants se sont trouvés face à face avec autant de gendarmes. Après une entrevue avec le secrétaire général de la préfecture et plusieurs tentatives de débordement, le collectif s'est rendu à l'évidence : il ne passerait pas. Il y avait des gendarmes jusqu'au milieu du maïs ! La dispersion s'est opérée vers onze heures.

A Saint-Martin-la-Rivière, près de Poitiers, ni les huées des deux cents manifestants anti-OGM rassemblés sur le pont de la Vienne, ni les demandes réitérées de René Louail, porte-parole de la Confédération paysanne, n'ont infléchi la fermeté du directeur de cabinet du préfet, qui a appliqué à la lettre les nouvelles consignes. Venu pour faucher deux parcelles de maïs transgénique, les militants de la Confédération paysanne, d'Attac, de la Confédération nationale du travail et les élus Verts n'ont pas pu atteindre la rive gauche de la Vienne. Deux escadrons de gendarmes mobiles, déployés au bout du pont et autour des champs visés, les en ont empêchés. Les maïs ciblés par les manifestants appartiennent à un agriculteur sous contrat avec la multinationale Monsanto. Les manifestants se sont dispersés dans le calme.

Pierre Cherruau
et Alain Defaye

Le Monde, 4 septembre 2001

Le double jeu de la Confédération paysanne

Vous avez dû en entendre parler dans les médias officiels : la glorieuse action anti-OGM bloquée par les méchants gardes mobiles à St Martin La Rivière (20 Km de Poitiers) le 1er septembre. Par contre ce que vous ne savez pas c'est ce qui nous a amenés à nous trouver face à autant de gendarmes.

Depuis deux semaines, dans les milieux militants, la consigne était stricte et claire : pour réussir l'arrachage des trois parcelles de maïs transgénique de Monsanto, pas de téléphone, pas d'internet. Tout le monde a respecté la consigne, prévenant les gens un par un, affûtant ses outils, tout en sachant bien sûr qu'une fuite est toujours possible. Ce que l'on ne savait pas, c'est que la fuite viendrait des organisateurs eux-mêmes. En effet, les derniers jours, l'info circulait par téléphone et arrivés sur le terrain, nous avons appris que l'info était parue dans la presse locale la veille, que toutes les télévisions étaient là, même la NHK japonaise ! À quoi a voulu jouer la Confédération paysanne ? A faire croire à une action directe bien organisée aux militants, alors qu'elle prévoyait une manifestation ultra-médiatisée.

Le point de rendez-vous était fixé d'un côté du pont de St Martin et les champs de l'autre côté, alors bien sûr, le temps que le porte-parole national de la Conf parle à toutes les télévisions, et malgré notre impatience, les gendarmes n'ont eu qu'à bloquer le pont. Après avoir demandé, en vain, aux deux, trois Verts présents et aux quelques personnes d'Attac de ranger leurs drapeaux, nous avons décidé de nous afficher, avec casques et drapeaux, afin de montrer qui était réellement là. Après un ébranlement laborieux, bloqué par un représentant de la République, nous avons réussi à faire avancer les 200 personnes présentes jusqu'aux forces de répression, en attendant le droit d'aller au moins voir la parcelle déjà détruite par Monsanto. Mais c'est après le pique-nique sur le pont que le comble a été atteint lorsque la Confédération paysanne, sans concertation, a accepté qu'une délégation seule soit autorisée à avancer. Trop c'est trop ! Nous avons alors quitté « l'action/manifestation » en criant à la mascarade, les laissant se vautrer dans la manipulation médiatique.

Nous serons désormais à tout le moins méfiants quant à de nouvelles actions avec la Confédération paysanne de la Vienne afin de pas soutenir indirectement la gauche gouvernementale.

Cyrille section agriculture/environnement interco Poitiers

Le Combat syndicaliste, octobre 2001

Le Medef dénonce la croisade des anti-mondialisation

L'ÉPOUVANTAIL des champs, cet été, a pris les allures, pour le Medef, du militant anti-OGM. Très vite, l'organisation patronale a réagi aux arrachages de plants de maïs transgénique en les qualifiant, dans un communiqué daté du 28 août, de « *d'actions de vandalisme perpétrées par des groupuscules* ». Trois jours plus tard, son président, Ernest-Antoine Seillière, concluait l'université d'été du Medef en se félicitant du refus de José Bové de participer à un débat sur la « *malbouffe* » au vu de « *ses méthodes* ». Le syndicaliste de la Confédération paysanne a ensuite été dépeint sous les traits d'« *Attila* » et de la « *terreur* » réunis (*Le Monde* du 4 septembre) par Dominique Lecourt et François Ewald. Celui-ci, directeur des études à la Fédération française des assurances, est un proche collaborateur de Denis Kessler, numéro deux du Medef.

Les auteurs fustigeaient au passage la « *gran-*

de indulgence » du gouvernement vis-à-vis des militants anti-OGM : « *Socialisme et barbarie, tel s'annonce le programme de la future majorité plurielle* », écrivaient-ils.

Fichtre ! À l'évidence, l'ire du Medef a dépassé la seule question des OGM. Certes, les fabricants d'herbicides réunis dans l'Union des industries de protection des plantes (UIPP), l'une des principales organisations, avec la Confédération française des semenciers, à avoir réclamé des sanctions et l'intervention des forces de police, est affiliée à l'une des grosses fédérations du Medef, l'Union des industries chimiques.

DEMAIN LES USINES ?

Mais cela va bien au-delà. Après tout, sa fédération de l'agroalimentaire a bien chassé les OGM de ses produits, par crainte, selon son directeur général, Benoît Mangenot, des « *ris-*

ques de boycott ». « *Les OGM, comme les McDo, sont surtout un symbole. Derrière, tout le monde le comprend, c'est la mondialisation qui est visée* », assure un représentant patronal.

Depuis le sommet du G8 à Gênes, le Medef, qui observe de près les mouvements antimondialisation, s'inquiète de plus en plus des manifestations qu'ils suscitent. Aujourd'hui les champs, demain les usines ? Dans sa réplique, l'organisation patronale a mis en avant le « *droit à la propriété* » et la « *liberté d'entreprise* ». Mais elle a surtout apporté son concours au débat sur la liberté de recherche scientifique et constaté, avec soulagement, que ce discours avait fait mouche. « *Bové, qui escomptait une mobilisation populaire, s'est planté. Il a perdu la partie. Les destructions ont aujourd'hui un côté négatif dans le pays* », assure M. Kessler.

Isabelle Mandraud

Le Monde, 12 septembre 2001

Contrôler les OGM

A l'appel de la Confédération paysanne, des plantes transgéniques cultivées en pleins champs viennent d'être détruites. D'autres actions identiques suivront. En France, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, une quarantaine d'hectares répartis sur cent neuf sites dans trente départements sont touchés par ces expérimentations.

Certains chercheurs crient au scandale et dénoncent dans ces arrachages le retour de l'obscurantisme. En novembre 2000, mille scientifiques italiens, dont le Prix Nobel de médecine Rita Levi Montalcini, ont signé un appel à la « liberté de la recherche scientifique » en matière d'OGM. Le 10 juillet, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a défini les biotechnologies comme « le seul et le meilleur outil » du développement des agricultures des régions défavorisées et considère que les OGM représentent une avancée essentielle au développement humain.

Ces destructions de plantes transgéniques ne seraient-elles que l'expression d'une méfiance à l'égard de la science, renforcée par la suffisance égoïste des nantis ? Assurer l'alimentation de six milliards de personnes reste un défi. Mais au nom de cette cause, indiscutablement prioritaire, il est impératif d'examiner les erreurs commises dans les sociétés développées afin de ne pas en commettre d'autres. Pour produire plus vite, rentabiliser les élevages, offrir une viande moins chère à un nombre de consommateurs toujours plus

grand, scientifiques et industriels ont trouvé des solutions : ils ont nourri de paisibles ruminants avec des protéines animales. La suite est connue.

Si le risque zéro n'existe pas, le principe de précaution paraît la seule voie raisonnable. Quel gouvernement est aujourd'hui en mesure de garantir la non-dissémination de ces cultures ? Un protocole scientifique assure-t-il le suivi précis du développement de ces expériences ? Une fois les recherches terminées, un organisme officiel contrôle-t-il qu'il n'y ait aucune possibilité de rémanence ?

Selon un rapport de l'Agence française de sécurité des aliments (Afssa), rendu public en juillet, 41 % des échantillons de semences et de récoltes de maïs soumis à l'agence contenaient des OGM. Force est de constater qu'en dépit des mesures de protection actuelles, la dissémination s'opère.

Les opérations d'arrachage sauvage doivent être considérées comme autant de signaux d'alerte adressés aux pouvoirs publics. Parce que ces questions environnementales sont aussi des questions de santé publique, des mesures durables doivent être prises. Elles passent par une amélioration de la directive européenne, adoptée par le Parlement de Strasbourg le 14 février, qui prévoit notamment une limitation de la durée des expérimentations et oblige les industriels à procéder à une meilleure évaluation des risques. Il faudrait sans doute y ajouter le confinement réel et efficace des cultures expérimentales.

Le Monde, 7 septembre 2001

Le Monde, 23 août 2001

Les chercheurs s'adaptent à la contestation

LE MILIEU scientifique n'est pas totalement imperméable aux interrogations suscitées par les expérimentations en champ. Au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Alain Weil, adjoint au directeur scientifique, note que les débats internes ont été « nourris ». Actuellement, le Cirad mène un seul essai en champ, concernant un café, en Guyane. En ce qui concerne le riz, dont plusieurs essais avaient été détruits en 1999, les chercheurs échaudés conduiront désormais ces essais « chez nos partenaires dans d'autres pays européens », assure-t-il.

Si le CNRS, dont les travaux sont plus fondamentaux, n'est guère affecté par la polémique, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), la situation est contrastée. David Bouchez (Versailles), spécialiste de la génétique d'*Arabidopsis thaliana*, note que les financements sur les programmes finalisés « se sont pratiquement taris ». « Même sur des aspects fondamentaux, on a de plus en plus de mal à décrocher des financements dès lors que le mot transgénèse apparaît. » Il reconnaît que ces techniques doivent encore faire leurs preuves. « Mais si l'on n'a pas de moyens, on ne fera pas la démonstration », redoute-t-il. Sa col-

lègue Lise Jouanin note que la manne des fonds européens s'est asséchée. Leur collègue Jacques David (INRA Montpellier) a, au contraire, bénéficié de la fronde anti-OGM. Spécialiste des « points zéro » avant l'introduction d'une nouvelle espèce, il a pu répondre à un appel d'offres concernant les OGM, lancé en 2000, et décrocher un « budget de financement », là où il devait auparavant se contenter de simples « manips du samedi ».

ASSOCIÉS AUX INDUSTRIELS

Pour pallier ce marasme, les principaux centres de recherche français (CNRS, INRA, IRD, Cirad) se sont associés aux industriels français du secteur (Aventis CropScience, Biogemma, Bioplante) au sein de Génoplante. Ce programme de génomique végétale (1,3 milliard de francs sur cinq ans, financé à 70 % par le public) se donne pour objectif de mettre en commun les connaissances tirées de l'étude de plusieurs plantes modèles, afin de découvrir les gènes fonctionnels. Marion Guillou, directrice générale de l'INRA, prend soin de préciser qu'« il ne s'agit pas de créer des OGM, mais de se donner des outils pour améliorer les variétés existantes. »

H. M.

Interview de Glavany : « Je remarque que ceux qui détruisaient des essais de l'INRA en milieu confiné acceptent maintenant cette recherche en labo... »

(...) La Confédération paysanne multiplie les opérations de destruction d'OGM. Ces actions illégales, comme vous l'avez déjà souligné, sont de plus en plus mal perçues par les industriels et les chercheurs. Que comptez-vous faire ?

Ce sont des actions commando, et ils ne préviennent pas. Difficile, dans ces conditions, de mettre un escadron de gendarmerie sur chaque site d'expérimentation. Cela dit, il faut que chacun soit bien conscient que ces destructions sont passibles de poursuites judiciaires.

Mais je veux surtout en appeler à la raison : le gouvernement a toujours été très prudent sur le dossier des OGM et nous sommes prêts à prendre des mesures supplémentaires. Prêts aussi à dialoguer avec tous les opposants aux OGM. Alors j'ai envie de leur dire : ne commettez pas l'irréparable en menant des actions qui peuvent vous conduire en prison, ce serait grotesque.

La Confédération paysanne explique aujourd'hui qu'elle n'est pas contre la recherche, mais demande en revanche l'arrêt des essais d'OGM en plein champ. Qu'en pensez-vous ?

Je remarque juste qu'il y a un an les mêmes détruisaient dans la région de Montpellier des essais de l'INRA réalisés sous serre, c'est-à-dire en milieu confiné. Soit trois ans de recherches anéanties d'un coup. Maintenant, ils acceptent cette recherche en labo, c'est un changement et j'en prends acte. Reste la question des essais réalisés en plein champ. Je mène actuellement une réflexion pour trouver des solutions.

C'est-à-dire ?

Je pense que l'on ne peut pas mettre tous les essais d'OGM sur le même plan. Il faut donc établir un distinguo entre les expérimentations conduites par la recherche publique

– qui visent essentiellement à approfondir nos connaissances et à évaluer les bénéfices et les risques potentiels des OGM – et les essais menés par le secteur privé – qui visent le plus souvent une recherche de productivité. C'est le cas notamment d'essais réalisés en plein champ en France par des multinationales qui veulent mettre au point des plantes encore plus résistantes, dans l'intention de vendre encore plus d'herbicides. Seulement, la course folle au productivisme, ça suffit comme ça. Je suis donc entièrement d'accord pour y mettre de nouvelles barrières.

Lesquelles ?

Je réfléchis à un dispositif permettant de faire un tri parmi les essais.

(...)

Journal du Dimanche, 26/08/01

• 2 SEPTEMBRE 2001

À Saint-Georges-des-Bois (Charente-Maritime), dans un centre du GEVES, 4 parcelles sont complètement détruites et 79 endommagées.

• 8 SEPTEMBRE 2001

À Montesquieu-Lauragais (Haute-Garonne), sur la station agricole de la ferme expérimentale d'En Crambade, 350 militants membres de la Confédération paysanne, des Verts, d'Attac, détruisent deux hectares de maïs non-transgénique alors que les CRS protègent le champ OGM que les manifestants prétendaient viser.

• 8-9 SEPTEMBRE 2001

À Comebarrieu (Haute-Garonne), Les Sangliers repus détruisent trois parcelles couvrant près d'un hectare du maïs transgénique de la société Rhobio pour le compte de Biogemma.

«Jean Glavany s'étonne de la réaction des responsables de la Confédération paysanne. «Ils m'ont appelé sur mon portable pendant l'université d'été du Parti socialiste, assure-t-il, pour me demander de leur laisser faucher quelques plants... Ce n'était pas sérieux. J'avais l'impression d'avoir affaire à des gamins. » »

in Denis Pingaud,
La longue marche de José Bové,
Seuil.

Communiqué

Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2001, temps splendide, température agréable, terrain gras mais léger, lune éclatante, nous progressons décidés, motivés, dans trois parcelles d'expérimentation de maïs génétiquement modifié de la société Rhobio. Rapidement, il ne reste plus un épi debout, un hectare et demi rasé de près.

Ces trois parcelles, sur la commune de Comebarrieu en Haute-Garonne, appartiennent au maire du village, Monsieur De Faletans. Ce gros propriétaire terrien ne respecte rien, pas même le protocole d'expérimentation qui prévoit une distance minimum de 200 mètres entre des cultures de maïs « traditionnelles » et des parcelles de maïs transgénique.

Aujourd'hui si nous attaquons les expérimentations en plein champ, nous dénonçons aussi, contrairement aux appareils politiques qui prônent un contrôle citoyen (Confédération Paysanne, les Verts, Attac et consorts...),

toute manipulation du vivant en milieu confiné comme en milieu ouvert. Nous ne saurions nous satisfaire de l'engagement de l'État de mettre un terme aux expériences en milieu ouvert des firmes transnationales productivistes, pour mieux laisser le champ libre, surtout en milieu confiné, aux experts publics de la recherche nationale.

Dans la société capitaliste industrielle, la course au « progrès technologique » légitime une concentration hégémonique des pouvoirs et des savoirs, aux dépens des populations, de leur survie et de leur autonomie.

Cette action contre les OGM, s'inscrit dans une lutte plus globale de transformation de ce monde, manipulant et exploitant le vivant où tout n'est que produit et profit potentiel.

Des sangliers repus

OGM : un nouveau champ de ruines

Les commandos anti-OGM ne désarment pas. Dans leur ligne de mire, les sept champs d'expérimentation de Haute-Garonne.

Samedi, quatre cents personnes avaient ravagé deux hectares de maïs, à Montesquieu-Lauragais.

Hier matin, la société Biogemma, de Montonville, a dressé le même constat. Ce week-end, à Comebarrieu, près d'un hectare a été défilé, saccagé. Et pas par des sangliers... Si les militants de Montesquieu, bien identifiés, se sont peut-être trompés de cible (notre édition de dimanche), leurs homologues anonymes ont visé juste, dans la nuit de samedi à dimanche. Le site est répertorié comme champ de maïs transgénique. Mais les essais ne couvraient que 30 % de la parcelle, le reste étant conventionnel.

Pour Biogemma, filiale de Limagrains et Pauralys, deux coopératives réunissant 7 000 agriculteurs, cet acte de vandalisme

est une catastrophe. « Nous repartons à zéro. Nous avons utilisé toutes nos semences, créées par croisements. Il nous faudra de un à trois ans pour tout refaire », vitupère Alain Toppan, le directeur du site de Mondonville. D'autant que le préjudice, évalué à plusieurs millions de francs, n'était pas assuré : « Au coût réel du matériel, cela coûterait une fortune ». En juillet-août, 10 des 18 salariés œuvraient en permanence à Comebarrieu, le seul site d'études de Haute-Garonne. « Que vais-je bien leur faire faire ? », s'interroge Alain Toppan, qui ne pense pas encore à l'avenir de contrats à durée déterminée ou à du chômage technique.

« Est-on encore dans un état de droit ? Que cherchent les destructeurs ? On ne met personne en péril. Castré, notre maïs n'émet pas de pollen. Nous sommes parfaitement en règle. Nous intervenons dans le cadre du projet de recherches européen Euréka. Sous tutelle des ministères de l'Environnement, de la Re-

cherche et de l'Agriculture, nous sommes soumis à de nombreuses autorisations, à divers contrôles », assure le responsable de Biogemma, qui a déposé plainte contre X à la gendarmerie de Biagnac. Déjà ébranlé par la destruction d'une parcelle de colza conventionnel, fin avril, à Mondonville, Alain Toppan ne comprend pas. L'expérimentation OGM de Biogemma ne vise pas l'élaboration d'un produit. Au contraire : « L'OGM, dans notre cas, est un outil de recherche. Nous étudions les solutions possibles pour améliorer la résistance du maïs aux champignons pathogènes, et limiter ainsi le recours aux pesticides ! Et nous voulons réduire les risques sanitaires associés à la présence de mycotoxines... »

« QU'ILS AILLENT DANS LES PORTS ! »

Jean-Claude Chibarie est tout aussi perplexe. « Les anti-OGM sont des intégristes. Ils dé-

truisent des biens privés, mais deviennent des héros dans la conscience collective », fulmine le président de la chambre d'agriculture.

Cela dit, il relativise. « Certes, les OGM font peur, peut-être parce que les politiques n'ont pas eu le courage de fournir les précautions nécessaires. » Pour Jean-Claude Chibarie, prêt à se battre « pour l'étiquetage des OGM dans les produits de consommation », l'action des commandos, certes médiatique, ne peut porter ses fruits. « Qu'ils aillent dans les ports ! Là, ils en trouveront des OGM, notamment dans le soja, importé en masse des États-Unis », glisse le président national du soja. Prêt à la transparence, il attend avec impatience les résultats des analyses effectuées sur les échantillons prélevés par les gendarmes à Montesquieu-Lauragais. Pour montrer que les militants écolos ont fait choi blanc.

Jean-François LARDY-GAILLOT

La Dépêche, 11/09/2001

• 8 SEPTEMBRE 2001

Dans le Gers, à L'Isle-Jourdain et à Puylausic (maïs génétiquement modifié de la firme Syngenta, filiale de Novartis), deux parcelles de maïs transgénique sont détruites par des militants de la Confédération paysanne, des Verts et d'Attac.

• 9 SEPTEMBRE 2001

À Auvergne (Maine-et-Loire) et à Virazeil (Lot-et-Garonne), aucun pied de maïs transgénique n'est arraché par la Confédération paysanne, des Verts et Attac qui, après un pique-nique télévisé se retrouvent inévitablement face aux forces de l'ordre.

• 14 SEPTEMBRE 2001

À Montech (Tarn-et-Garonne), *Les Pionniers de la décontamination* veillant au grain détruisent plusieurs centaines de m² de maïs génétiquement modifié résistant aux lépidoptères et résistant au glufosinate, appartenant à Pioneer.

• 15 SEPTEMBRE 2001

Une quarantaine de membres des Verts et de la Confédération paysanne détruisent 20 ares de betteraves hybrides ou transgéniques qui restaient dans le champ expérimental d'Avelin, que *les Preneurs de mal à la racine* avaient détruit partiellement les 26-27 août.

• 17-18 SEPTEMBRE 2001

Au Rheu (Ille-et-Vilaine), à l'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Rennes, une parcelle de colza transgénique est détruite par *Les Mal-Confinés*.

Communiqué

**Début de
Décontamination
de Maïs OGM
à Montech
le 14 septembre
2001**

Les Pionniers de la
Décontamination
veillant au grain
viennent de nettoyer
Allègre-ment
une partie du
Tarn et Garonne
appartenant à
Pioneer

En attendant mieux...

Communiqué

Dans la nuit du 17 au 18 septembre, au Rheu (35), les Mal-Confinés ont procédé à la décontamination d'une parcelle d'expérimentation en plein champ de colza transgénique «commandité» par l'INRA.

Les *Mal-Confinés* entendent par cette action rappeler, malgré le confusionnisme «citoyen» qui règne depuis l'appel du 12 août, qu'on ne peut opposer d'espaces d'exception «acceptables» à la lutte pour l'éradication des OGM. Nous refusons en effet autant la préservation de la recherche d'État que le principe d'expérimentation «en milieu confiné», ou encore l'ultime alibi «thérapeutique».

Le champ d'expérimentation en question visait à l'obtention d'une variété de colza résistante aux herbicides, montrant si besoin était que la recherche d'État va complètement dans le sens des intérêts économiques des semenciers privés.

Ces ultimes retranchements rhétoriques du triptyque chercheurs/industriels/décideurs révèlent un double phénomène de collusion/concurrence entre recherche publique et recherche privée qui relève d'une «fatale course à l'échalote transgénique».

Les OGM sous toutes leurs formes ne sont que la dernière expérience en date du «laboratoire-monde» que nous impose l'alliance séculaire entre la Marchandise et l'Idéologie du progrès techno-scientifique.

Face à l'accélération de ce processus historique d'industrialisation du monde, nous en appelons à la ré-appropriation de nos moyens d'existence, savoirs et savoir-faire.

Pas besoin pour cela d'être des experts en «confinement» ni de disposer de beaucoup de moyens, il suffit d'appliquer le seul «confinement» raisonnable : la destruction !

Les Mal-Confinés

*Cf. article du *Monde* du mardi 11 septembre sur Bayer, de C. Reiss, chercheur au CNRS.

Inra : du colza transgénique arraché

Une parcelle de colza transgénique a été arrachée, dans la nuit de mardi à mercredi, à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) de Rennes. Les auteurs n'ont pas revendiqué leur action.

Mercredi matin, un employé de l'Inra a découvert quelques centaines de mètres carrés de colza transgénique coupés et piétinés. Il restait environ un tiers de la plantation déjà récoltée les jours précédents. Les plans sont restés sur place.

Les responsables de l'Inra attendent toujours une lettre de revendication. Cet été, ils s'étaient expliqués avec les militants anti-OGM qui avaient déclaré une trêve de leurs destructions dans les champs de l'Inra. La Confédération paysanne, farouchement opposée aux plantations transgéniques, avait promis de laisser les scientifiques en paix.

« Je ne comprends pas, déclare Pierre Thurand, président de l'Inra à Rennes. Si au moins, nous savions qui a fait ça, nous pourrions essayer de parler avec eux. Mais là, le dialogue est impossible. » L'Institut voit dans la destruction de la parcelle « un message envoyé aux scientifiques. Ce n'est pas de cette façon que l'on va faire avancer les choses », conclut Pierre Thurand. Dès mercredi matin, l'Inra avait publié sur son site Internet des explications sur les expériences menées sur les plantations OGM.

S. L. L.

Ouest France, 22-23 septembre 2001

• 18 SEPTEMBRE
2001
Destruction
anonyme
de la parcelle
de maïs transgénique
de Sigalens,
en Gironde
(voir 1^{er} septembre
2001).

Communiqué de l'Inra

Un essai non confiné sur du colza génétiquement modifié détruit au centre INRA de Rennes.

Un essai non confiné de recherche et développement (CGB B/FR/00.01.04) mené à l'INRA de Rennes sur du colza génétiquement modifié, financé notamment par le ministère de la recherche a été détruit le 19 Septembre 2001.

Sur la base des connaissances existantes, cet essai en cours de récolte avait pour but d'approfondir la compréhension des voies de synthèse des lipides chez les végétaux et d'estimer les possibilités de modifier les teneurs en acides gras de l'huile de colza. Cette recherche finalisée ouvre de nouvelles voies d'innovation :

- en nutrition humaine (meilleure résistance à la friture), dans le secteur des bio-énergies (fabrication de diester), dans la fabrication de matériaux issus de ressources renouvelables (pour la production de nylon).

Après avoir été étudiés en milieu artificiel contrôlé (serres), et les modèles mathématiques ne pouvant pas reproduire intégralement la réalité d'un environnement, seuls les essais en champ permettent d'apporter des estimations indispensables sur le comportement de la plante en milieu naturel.

Cet essai répondait à des mesures d'isolement prescrites par la Commission du Génie Biomoléculaire : distance d'isolement de 400 m, bordure de colza mâle stérile, destruction des crucifères avoisinantes, suivi des éventuelles repousses. Les OGM étudiés n'ont aucune vocation à être commercialisés.

L'INRA tient à rappeler ses missions de service public :

- améliorer la connaissance : les sciences du génome permettent de mieux comprendre le fonctionnement des cellules, l'expression des gènes, le mécanisme et l'incidence du croisement entre espèces,

- développer l'expertise publique indépendante sur les avantages et les risques,

- contribuer à l'innovation pour promouvoir et animer les orientations garantes du bien collectif (variétés cultivables selon des méthodes plus respectueuses de l'environnement, mieux

adaptées à notre milieu naturel, spécifiques aux choix européens de modes de production, aptes à améliorer le bien-être ou la qualité des produits) et pour veiller à leur diffusion.

En conséquence, l'INRA dépose plainte dès aujourd'hui auprès des autorités compétentes pour cette destruction.

Nouvel avertissement de Glavany contre les destructions d'OGM : « On ne joue plus ! »

PARIS (Reuters) - Jean Glavany a réitéré ses mises en garde à l'encontre des militants anti-OGM qui détruisent les essais de cultures transgéniques.

Pour le ministre de l'Agriculture, il serait « choquant et encore plus condamnable » que ces militants profitent de la mobilisation des forces de l'ordre, occupées dans le cadre du plan Vigipirate après les attentats de New York et Washington, pour mener de nouvelles actions. En ce moment, il y a Vigipirate. S'ils en profitent parce que les forces de l'ordre sont occupées, c'est très choquant et c'est encore plus condamnable », a-t-il dit lors d'un petit déjeuner de pres-

se. "On constate que ces mouvements anti-OGM profitent de la situation et de la relâche des forces de l'ordre pour continuer leurs actions", a souligné mercredi Michel Debrand, directeur-général de la société Biogemma, qui a déposé trois plaintes contre X après la destruction de 20% de ses essais. « Cela va se terminer mal ! On ne peut pas laisser faire », a prévenu Jean Glavany, rappelant qu'« il y a des poursuites engagées, dans tous les cas » (de destruction). « On ne joue plus », a-t-il encore dit, appelant les activistes à la raison. « Il vaut mieux que les forces de l'ordre soient occupées à autre chose que protéger chaque essai de

maïs », a estimé le ministre. Depuis le mois d'août, la Confédération paysanne – épaulée par des écologistes – a entrepris de détruire, en France, tous les essais en plein champ de plantes génétiques, en particulier de maïs, jusqu'à leur interdiction. Jean Glavany a indiqué que des décisions interministérielles seront annoncées « dans les jours qui viennent », afin de mettre en place une « éthique » sur les organismes génétiquement modifiés et ouvrir un « débat citoyen ». « On est en train de travailler sur la formulation précise », a-t-il dit, refusant de fournir d'autres détails.

Reuters, 20/09/2001

À Louville-la-Chenard (Eure-et-Loir), au lieu-dit "La Folie", Les Thérapeutes antigéniques détruisent deux parcelles de maïs résistant au Roundup expérimenté par Monsanto.

Communiqué

Le 3 octobre 2001, nous avons détruit deux parcelles de deux lignées de maïs résistant à l'herbicide total Roundup. Cette expérimentation était menée par la multinationale Monsanto, à Louville-la-Chenard (Eure-et-Loir) au lieu-dit bien nommé La Folie. Au cœur de cette Beauce agro-industrielle où l'usage des engrais chimiques (qui explosent dans les usines de fabrication comme à l'AZF, à Toulouse) a fini aussi par empoisonner la nappe phréatique.

On ne présente plus la transnationale biocidaire Monsanto (Terminator, procès intentés aux agriculteurs ayant eu l'idée saugrenue de ressemer une partie de leur grain récolté, pratique de la délétion, recours à des milices privées, subornation de témoins lors de multiples procès intentés par ses victimes, recherche permanente sur les gaz de combat, etc.). Nous rappellerons seulement ici que cette société a été, de 1961 à 1971, l'un des principaux producteurs des 44 millions de litres de défoliants (le trop célèbre Agent Orange) déversés sur le Vietnam. « 25 ans après la fin de la guerre la dioxine est toujours présente dans la chaîne alimentaire. Selon un recensement, 30 000 Vietnamiens sont victimes de l'Agent Orange. Ce chiffre pourrait, en réalité, être dix fois supérieur. Les victimes de l'Agent Orange souffrent de cancers et de malformations congénitales. » (*Ouest-France*, 13/08/00).

Nul ne peut contester que ce sont les actions directes qui se développent depuis janvier 1998 en France qui auront porté à la connaissance du public les moyens et les enjeux d'une volonté économico-politique qui restait jusque-là confinée dans les conseils d'administration et les ministères. Il est notoire que les hommes d'État et les industriels affirment conjointement la nécessité de poursuivre coûte que coûte (avec de la poudre d'éthique et quelques pseudo-débats confisqués par les experts et la représentation citoyenne) leur programme de redéfinition de la vie même. Mais, depuis Nérac, une méfiance durable s'est développée face à l'invasion biotechnologique qui se présente comme inéluctable. C'est, en effet, le vieux fatalisme progressiste qu'on nous ressert, comme si, au moins depuis Tchernobyl et les catastrophes qui se sont multipliées par la suite, un palier dans la dépossession n'avait pas été franchi : comme si le lien mécanique entre progrès technologique et progrès humain n'avait pas, depuis longtemps, commencé à se défaire.

À l'heure d'un manichéisme dévastateur mondialisé, le ministre de l'Agriculture français vient de menacer les anti-

OGM conséquents (ceux qui refusent le tri des « merdres » transgéniques, confinées ou en plein air, auquel Glavany les invite) : « En ce moment, il y a Vigipirate. S'ils en profitent parce que les forces de l'ordre sont occupées, c'est très choquant et c'est encore plus condamnable (...) Cela va se terminer mal ! on ne peut laisser faire (...) On ne joue plus » (*Reuters*, 20/09/01). Les industriels et l'État pourraient ainsi continuer tranquillement leur sinistre progression biotechnologique par la politique du fait accompli (cf. le rapport du Commissariat général du plan rendu public le 26/09/01), tout en agitant le spectre d'un « bioterrorisme » dont les techniques omniprésentes, faut-il le rappeler, ont été fournies par des chercheurs soi-disant désintéressés. Selon ces messieurs il n'y a de liberté qu'économique. Quant à nous, nous n'aurions plus qu'à nous taire et à « marcher au pas cadencé »¹ derrière tous ces hommes d'État et ces experts-qui-ne-nous-ont-jamais-menti. La guerre c'est la paix. (...)

Nous ne voulons pas trier dans la poubelle transgénique, fût-elle confinée (comme un réacteur nucléaire, une usine chimique ou l'effrayant laboratoire IP4 de Lyon ?). Que ces marchandises modernes que sont les OGM soient publiques ou privées, végétales ou prétendument thérapeutiques, elles sont nuisibles, tant par les conséquences incontrôlables² qu'elles entraînent sur tout ce qui vit, que par l'idéologie simpliste et réductrice qui les soutient : les partisans des OGM n'aiment pas la liberté.

Nous sommes contre les OGM et le monde qui les produit.

Les Thérapeutes antigéniques

1. À l'image de ces lobbies écologistes américains qui ont décidé de suspendre toute critique de l'« administration Bush » au nom de l'union sacrée contre le terrorisme (cf. *Le Monde* du 28/09/01).

2. Par exemple, les bricoleurs de Monsanto ont récemment mis au point un soja transgénique dans lequel un fragment d'ADN intrus, n'ayant rien à voir ni avec la plante originelle, ni avec la modification recherchée, a été découvert par des chercheurs belges.

Action anti-OGM en Eure-et-Loir

Si ce sont des écolos qui ont fait ça, alors vraiment, c'est inadmissible ! », tempête Gérard Mardelet, le maire de Louville-la-Chenard, localité du canton de Voves, en Eure-et-Loir.

Dès hier matin, dans cette petite commune typiquement beauceronne, la nouvelle a fait le tour des maisons et des champs. Des individus, se revendiquant « anti-OGM », ont massacré une petite parcelle de maïs exploitée par Bernard Moulard. « Mais cette parcelle n'était pas du tout concernée par les essais d'OGM qui ont lieu sur la commune ; il s'agissait d'une parcelle en jachère destinée à la faune. On y laisse des pommes de maïs, des grains, un petit abri

pour les nichées », explique Gérard Mardelet, lui-même agriculteur. Sur cette parcelle en ligne de quelques dizaines de mètres carrés, les tiges de maïs sont cassées ou coupées, les pommes, manifestement aspergées de gas-oil et de peintures, jonchent le sol, des sacs poubelle traînent. Les oiseaux ne sont pas prêts d'y remettre les pattes.

Bernard Moulard a trouvé sur les lieux un tract en guise de signature. « Le 3 octobre 2001, nous avons détruit deux parcelles de lignées de maïs résistant à l'herbicide total Roundup. Cette expérimentation était menée par la multinationale Monsanto, à Louville-la-Chenard, au lieu-dit bien nommé La Folie (...) »

annonce le document signé « Les Thérapeutes antigéniques » qui revendiquent d'autres actions ailleurs en France ces derniers mois.

Tout près du centre de recherche Monsanto

Méprise ou provocation, ces agissements visaient manifestement le centre de recherche de la société Monsanto, située à quelques centaines de mètres, qui expérimente effectivement des hybrides de maïs génétiquement modifiés dans des parcelles situées sur la commune.

« Personne ne sait où sont situées ces parcelles. Ce que nous savons, c'est à quoi elles ressemblent. Ces parcelles

d'essais sont entourées de rangs de maïs traditionnel qui servent de piège à pollen pour éviter la propagation. Les gens qui ont fait ça ne connaissent rien aux OGM ou alors, c'est à n'y rien comprendre », commente encore le maire.

Même réaction consternée du côté de la direction du site de recherche. « Je ne comprends pas ce genre d'action en catimini. Je suis d'autant plus contrarié que c'est un agriculteur totalement étranger à nos expérimentations qui a été touché », explique Franck Triverio, responsable du site Monsanto.

Hier après-midi, Bernard Moulard a déposé plainte auprès de la gendarmerie.

Bénédicte SIMON.

La République
du Centre,
4 octobre 2001

• 22 NOVEMBRE 2001

À Montpellier, procès en appel de Dominique Soullié, René Riesel et José Bové pour la destruction, le 5 juin 1999, de riz transgéniques expérimentés par le CIRAD. René Riesel quitte l'audience après une déclaration préalable.

Déclaration prononcée par René Riesel avant de quitter le tribunal

Dix interrogatoires de plus ne le démentiraient pas : mes coïnculpés et moi-même persistons à revendiquer notre participation aux délits qui nous sont reprochés et je me félicite de cette belle et constante unanimité. Mais il faut admettre qu'elle s'arrête là.

Car les principaux motifs que mes coïnculpés vont avancer pour «légitimer», comme ils diront, l'illégalité commise au CIRAD, présentée derechef comme une «action citoyenne», mais qu'il paraît plus conforme à la réalité de désigner comme un sabotage, sont en effet opposés aux miens.

C'est ce que j'avais voulu exposer en première instance en renvoyant dos à dos deux manières rivales d'accepter la fatalité de notre soumission aux diktats de l'économie totalitaire : celle qui rêve d'adapter les hommes à l'enfer moderne en dénaturant les génomes et celle qui souhaite discuter démocratiquement des modalités de cette adaptation. La traduction de mes interventions par la presse, aussi bien que dans les attendus du jugement, a confirmé la vanité d'une telle ambition.

Certains perdent la raison au point d'en oublier que la fonction de l'institution judiciaire n'est pas d'organiser des colloques ou des *talk shows* mais, plus prosaïquement, de réprimer des délits dans un état social donné. Que l'exercice de cet «état de droit» se confonde de plus en plus avec un *état d'exception permanent*, c'est une évidence, même si d'aucuns préfèrent y voir une «criminalisation du mouvement social» qu'ils prétendent incarner.

Je ne me sens rien de commun avec ce confusionnisme tapageur. Je rougirais même, je l'avoue, qu'on puisse m'imaginer défendable par tel ou tel des témoins qui vont être, si j'en crois la rumeur, appelés à la barre, ce Jacques Testart, apostat de la FIVETE, par exemple, ou encore le stalino-gandhiste Nanjundaswamy qu'on ressort de l'oubli par opportunité médiatique.

Je pense avoir satisfait à toutes les obligations que la loi fait au prévenu du fait de la peine encourue : j'ai soumis à la cour mon argumentation préalablement à l'audience; je me suis présenté à l'audience; j'ai répondu au questionnaire d'identité ; je me suis à nouveau expliqué sur les faits.

Mais je ne souhaite aucunement prendre part au genre de représentation qui va être donnée dans ce tribunal. La vraie vie est ailleurs. C'est pourquoi j'entends à présent me retirer.

René Riesel,
à la cour d'appel de Montpellier,
le 22 novembre 2001.



Le 22 novembre 2001, soutien aux positions de René Riesel devant la cour d'appel de Montpellier.



SOCIÉTÉ CONTRE L'OBSCURANTISME SCIENTISTE ET LE TERRORISME INDUSTRIEL

la société contre l'obscurantisme scientifique et le terrorisme industriel s'est constituée pour organiser le soutien à RENÉ RIESEL, un des trois inculpés du procès en appel du sabotage des riz transgéniques du CIRAD (5 juin 1999) qui a lieu le 22 novembre 2001 à Montpellier.

Elle entend faire mieux connaître à cette occasion les positions qu'il défend, telles qu'il les a exprimées par les actes, la parole et l'écrit, et telles qu'elles demandent à être maintenant développées.

DÉCLARATION

Considérant :

qu'il est parfaitement illusoire de prétendre lutter contre les OGM sans lutter contre les fondements du monde qui les produit, comme affecte de le faire un citoyennisme quémendeur, respectueux de l'Économie et de l'État;

que le battage médiatique et la confusion sont jusqu'ici parvenus, y compris lors du procès en première instance du 8 février 2001, à empêcher que le refus radical du génie génétique *en tant que tel* puisse clairement apparaître comme la seule raison conséquente du sabotage commis au CIRAD et de ceux, connus ou dissimulés, qui l'ont suivi;

la fonction, en tous points déterminante dans cette occultation, des citoyenistes, *progressistes* attardés qui rêvent de voir les États et la technoscience, globalement intégrée à l'arsenal *et aux intérêts* de la domination, continuer à *veiller au grain*;

qu'il n'est nul besoin d'attendre des conclusions d'experts, d'où qu'ils viennent, pour savoir de quels désastres sont grosses les innovations "biotechnologiques" quand, sous la forme de l'empoisonnement chimico-nucléaire de la planète, les conséquences et résultats cumulatifs de technologies moins ambitieuses sont partout immaîtrisables, aujourd'hui et pour les siècles à venir;

que la science produite par la société industrielle et marchande a déjà contribué à faire de la nature terrestre un chaos et à *inadapter* l'homme à son propre monde;

que ce qui se donne aujourd'hui pour une activité scientifique *présentable* consiste seulement à étalonner des seuils de tolérance, à les reculer et à nous acclimater, mentalement et physiologiquement, à un monde rendu proprement invivable, en mobilisant toutes les ressources de l'électronique et de la chimie lourde avant même les *promesses* des chimères transgéniques;

que cette prétention scientifique au contrôle total de la nature, des hommes et de la société n'aboutit manifestement qu'à des mutilations supplémentaires et à des désastres aggravés, et que la fonction résiduelle de cette science mercenaire ne tend à rien d'autre qu'à nous accoutumer à toutes les catastrophes à venir et à équiper les protecteurs de l'ordre social – police, armée, cellules d'accompagnement psychologique, etc. – contre les individus ou les populations qui viendraient à s'y montrer rétifs;

que les catastrophes sont déjà là, en assez grand nombre et depuis assez longtemps, pour qu'il soit clair qu'à défaut de l'extension d'une lucidité critique suffisante sur leurs *causes profondes*, elles n'amèneront qu'un accroissement de la soumission et la perte des derniers lambeaux d'autonomie; autrement dit le besoin et la demande de *protection*, dispensée par le seul

pouvoir d'État ou à l'aide de ses supplétifs, lobbies citoyenistes et autres organisations « non-gouvernementales »;

Considérant l'atavisme réductionniste de la science moderne, sa négligence méthodique des conséquences, et son mépris de toutes les connaissances non-scientifiques qui contribuèrent à l'humanisation *sous toutes ses formes* et s'opposent encore, comme elles peuvent, à cet extrémisme artificialisateur;

Considérant que l'inconscience scientifique spécialisée répond parfaitement à l'inconscience historique de l'Économie politique, l'autre composante déterminante de l'idéologie dominante;

Considérant en outre qu'au vu de la vulnérabilité intrinsèque du système industriel, de la désintégration sociale planétaire qu'il a produite et du chaos qui en résulte, on doit s'attendre à ce que les temps qui viennent soient ceux du terrorisme industriel et de la guerre permanente, sous l'égide du *ministère de la Peur*;

Considérant enfin que c'est seulement à partir de l'exercice collectif de la liberté de pensée et de critique que pourront se former des communautés aptes à s'opposer pratiquement aux ravages matériels et *intellectuels* de cette société marchande et techno-industrielle,

LA SOCIÉTÉ CONTRE L'OBSCURANTISME SCIENTISTE ET LE TERRORISME INDUSTRIEL

se donne pour but, sans négliger l'examen pratique des *résultats* de l'activité technoscientifique, de passer immédiatement à la mise en cause de ses principes réducteurs, sans qu'il faille voir là une condamnation pure et simple de la science expérimentale occidentale. Mais, dans la mesure où celle-ci en est venue à se constituer de façon absolue et *exclusive* comme le creuset de toute connaissance, s'interdisant et interdisant tout bilan, elle n'en représente pas moins la forme dominante de l'*obscurantisme* moderne.

C'est au nom de la liberté de penser et de choisir sa vie contre la sursocialisation totalitaire qui se met en place que nous appelons à entamer la discussion publique de ces analyses, le jeudi 22 novembre 2001 à Montpellier.

15 novembre 2001

ASSEMBLÉE-DÉBAT Jeudi 22 novembre 2001, à 18 heures salle Lacordaire, rue des Augustins M O N T P E L L I E R

• 20 DÉCEMBRE 2001

La cour d'appel de Montpellier rend son verdict :

**six mois de prison ferme pour Bové et Riesel,
50 000 F d'amende et révocation pour tous les deux
des 8 mois de sursis auxquels il avaient été condamnés
à l'issue du procès d'Agen.**

Soullié écope de 6 mois avec sursis et 25 000 F d'amende.

Les chercheurs du Cirad obtiennent 162 000 F.

Bové, Soullier et Riesel engagent un pourvoi en cassation.

Suite à la destruction du 26 août 2001, le Tribunal de Grande Instance de Valence, qui poursuivait dix personnes, condamne : Bernard Moser, secrétaire général de la Confédération paysanne, à 6 mois de prison ferme et 3 000 euros d'amende ; Christian Brousse de la CP à 3 mois de prison ferme et 3 000 euros d'amende ; Éric Leblanc et Jean Beaufort du Collectif anti-OGM à 3 mois de prison ferme et 1 500 euros d'amende. Les autres inculpés sont condamnés à 3 à 6 mois de prison avec sursis et à 1 500 à 2 000 euros d'amende. Il est demandé aux inculpés de verser immédiatement à Biogemma la moitié des 78 156 euros pour les dommages occasionnés. Les condamnés décident de saisir la cour d'appel.

(...) « En société, on hésite à dire qu'on travaille sur les OGM ; on sent une certaine hostilité, sourit Emmanuel Guiderdoni, directeur de recherche au laboratoire vandalisé [le CIRAD]. On parle plutôt de génomique. » La méfiance gagne tout ce qui a trait aux transformations génétiques. « Or la mission de la recherche publique est avant tout d'évaluer les risques sur la santé liés aux OGM », se défend Jacques Meunier, directeur scientifique adjoint du centre. À l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), même embarras. Les premiers travaux sur la transgénèse appliqués à la résistance des vignes n'ont pu être expérimentés, l'entreprise de Champagne finançant l'opération ayant cessé sa collaboration, « à cause d'un problème d'image », indique-t-on pudiquement. Depuis, l'institut se montre prudent. Les recherches ne sortent plus des labos. « Aujourd'hui, il n'y a plus d'expérimentation de matériel transgénique à l'extérieur. Nous ne les reprendrons que si nous parvenons à établir des partenariats avec les professionnels de la vigne », explique Patrice This, responsable de l'unité de recherche de génétique et d'amélioration des

plantes du département de viticulture.

À Montpellier, ce malaise se ressent sans doute plus qu'ailleurs. Et pour cause : la ville a fait des biotechnologies l'une de ses priorités depuis qu'elle fait partie du réseau génopole (avec Evry, Lille, Strasbourg, Toulouse, l'Institut Pasteur de Paris, Aix-Marseille, Lyon et Grenoble), établi en 1999 par les pouvoirs publics dans le cadre de la loi sur l'innovation. Forte de 124 laboratoires et de 3 500 chercheurs, elle en est même l'un des maillons essentiels. Particulièrement dotée dans le secteur des biotechnologies humaine et végétale, la génopole met en effet depuis longtemps l'accent sur les domaines de l'agroalimentaire, de l'environnement et de la santé. Dans ce secteur, notamment, les principaux axes de la recherche concernent la connaissance du génome et le développement de la postgénomique. [...]

Reste que la veine entrepreneuriale a encore bien du mal à s'exprimer dans une ville aussi investie dans la recherche publique [et] (...) bien peu d'acteurs économiques sont prêts à courir les importants risques financiers induits par le domaine encore balbutiant des biotechnologies. « Le

retour sur investissement de telles entreprises est très long, de l'ordre de cinq à dix ans. Or les sociétés locales ne sont pas capables de soutenir cet effort financier », souligne Alain Cottet, directeur de Montpellier Méditerranée Technopole. Conséquence de cette fragilité : la municipalité vient d'abandonner son idée de créer une nouvelle pépinière exclusivement dédiée aux biotechs, officiellement par manque de moyens matériels ; elle réfléchit maintenant à la création d'ici à un an d'un « hôtel d'entreprises de biotechnologie » permettant de mettre des laboratoires et des locaux à disposition d'entreprises déjà constituées et âgées de plus de deux ans.

Autre difficulté, et non des moindres : les grands groupes étrangers se montrent de plus en plus réticents à venir s'installer dans la région, craignant que les mouvements anti-OGM ne s'étendent à l'ensemble des biotechnologies. Les entreprises américaines, en particulier, semblent trouver en Grande-Bretagne et en Allemagne un terrain plus favorable à leur développement en Europe. (...)

Le Point, 29 novembre 2001

Les sociétés américaines seront bientôt seules dans les OGM

Plus de 50 millions d'hectares ont été cultivés en plantes transgéniques en 2001

LES SOCIÉTÉS européennes délaissent les organismes génétiquement modifiés (OGM). Non seulement les OGM n'ont pas apporté le relais de croissance espéré pour relayer la vente de pesticides, mais ils ont généré une très mauvaise publicité. Le suisse Novartis s'est défilé de son agrochimie en 2000 en fondant Syngenta, né de la fusion de son activité agricole avec celle du britannique Zeneca. Samedi 12 janvier, un semencier européen, le néerlandais Advanta, décidait à son tour de jeter le gant. L'entreprise de Rotterdam a indiqué qu'elle allait « définitivement clore les portes de son laboratoire dédié aux plantes génétiquement modifiées. Du fait qu'Advanta était de loin le plus gros opérateur dans ce domaine, la décision signifie que c'est la fin de ce type de travaux aux Pays-Bas. » Et le laboratoire français Aventis n'attend plus qu'une chose : boucler la vente de sa branche agrochimique à l'allemand Bayer, au premier trimestre 2002.

Advanta estime qu'aucun revenu ne pourra être tiré des OGM dans

les cinq à dix ans à venir en Europe. Bientôt, ces produits feront leur retour « licenciés par des entreprises de biotechnologies américaines telles que Monsanto... »

La vie des entreprises européennes promoteurs d'OGM est devenue particulièrement incommode. En France, les militants anti-OGM ne se sont pas contentés de critiquer les OGM : ils ont procédé cet été à l'arrachage de plusieurs parcelles d'essais. Les autorités européennes ont bloqué des chargements de semences de Monsanto soupçonnées d'être génétiquement modifiées. Ce fut le cas en avril en Italie, avant que la mise sous séquestre ne soit levée. Ces mesures ne satisfont pas les militants de l'association Greenpeace : vendredi 18 janvier, « alors que la saison des plantations approche », ils ont sommé la Commission européenne de prendre des mesures pour « empêcher la contamination génétique des semences ».

« Certains voudraient que la France soit un sanctuaire hors OGM. Ce n'est pas possible, des car-

gos entiers de soja OGM accostent, en provenance des Etats-Unis. Si nous, semenciers, nous engageons à fournir zéro OGM, ce serait irréalisable et nous risquerions des poursuites judiciaires sans fin. Si le prix à payer est que les industriels sortent de France en matière de recherche et de production, nous le ferons », affirme au Monde André Goig, PDG Europe de Syngenta Seeds.

DEPUIS 1996

Ailleurs dans le monde, les OGM poursuivent leur ascension fulgurante. Selon les chiffres délivrés le 11 janvier par l'ISAA (International Service for Acquisition of Agri-biotech Applications), le nombre d'hectares cultivés en plantes transgéniques sur la planète a dépassé en 2001, pour la première fois, le nombre de 50 millions. Ainsi 5,5 millions d'agriculteurs, dans treize pays, ont semencé 52,6 millions d'hectares, soit 19 % de plus qu'en 2000. Depuis 1996, où les OGM ont poussé leurs premières racines aux Etats-Unis, ces cultures ont été multipliées par 30. Les pays dits en voie

de développement (PVD) représentent plus d'un quart des cultures transgéniques dans le monde. Ils ont cultivé en 2001 principalement du coton Bt (résistant à une chenille) en Chine, en Afrique du Sud et, plus récemment, en Indonésie.

Cette progression profite surtout aux sociétés américaines, Pioneer, filiale de DuPont de Nemours, et Monsanto, qui appartient, pour quelque temps encore, au laboratoire Pharmacia. Sur le territoire américain (68 % du total cultivé en OGM), elles peuvent tirer des revenus de la vente de semences OGM, et donc financer leurs recherches. Les Européens tentent de garder un pied outre-Atlantique, pour ne pas se laisser distancer. Ainsi, par exemple, Advanta a-t-elle décidé de poursuivre le développement, aux Etats-Unis, d'un maïs transgénique. Sur les quinze dernières années, la société néerlandaise a investi près de 10 millions d'euros dans ces recherches. « En pure perte », déplore-t-elle.

V. L.

Les essais d'OGM en plein champ jugés « inévitables » par quatre experts

L'avis rendu par ces personnalités scientifiques et politiques réclame un contrôle plus large des expérimentations par la société civile

« **LA SOCIÉTÉ** n'accepte pas d'être vécue comme un laboratoire, le champ ne peut être considéré comme une simple extension du laboratoire » : c'est autour de ce principe que quatre « sages » devaient rendre public, jeudi 7 mars, un avis attendu sur les essais d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Christian Babusiaux, président du Conseil national de l'alimentation, Jean-Yves Le Déaut, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, Didier Sicard, président du Comité national consultatif d'éthique, et Jacques Testart, président de la Commission française de développement durable, avaient été chargés par le gouvernement d'organiser un débat public sur les essais d'OGM. Le débat a eu lieu les 4 et 5 février à Paris (*Le Monde* du 7 février). Il a ensuite fallu un mois pour faire émerger un difficile compromis entre Jean-Yves Le Déaut, plutôt favorable aux plantes transgéniques, et Jacques Testart, plutôt réticent.

Sur l'un des points les plus délicats du débat actuel, le texte juge que, « *sauf à arrêter toute recherche, les essais aux champs sont inévitables* ». Il propose toutefois d'entourer ces essais de conditions qui les rendraient beaucoup moins faciles que jusqu'à présent. Relevant notamment qu'« *il n'y a plus d'argument d'autorité a priori* », les rapporteurs soulignent que le débat

public a montré que le discours des experts scientifiques ne peut plus s'imposer seul dans la prise de décision, qui doit tenir compte d'arguments sociaux et économiques. Il importe notamment de juger si telle ou telle plante transgénique « *est vraiment utile et pour qui* », insiste l'avis. Cette nécessité d'apprécier l'opportunité socio-économique est d'ailleurs mentionnée sur le plan international dans le Protocole sur la biosécurité, adopté à Montréal en janvier 2000.

« UNE GROSSE DÉCEPTION »

Les « sages » proposent donc que le régime actuel d'autorisation des essais soit revu : les deux commissions existantes (commission sur le génie biomoléculaire et commission de biovigilance), au fonctionnement opaque et dominées par des experts à la neutralité discutable, seraient remplacées par deux commissions, l'une chargée de rendre des avis strictement techniques, et l'autre représentant la société civile, chargée d'expertiser sur le plan socio-économique les plantes transgéniques. Le rapport appelle aussi à une vaste conférence des citoyens sur les plantes transgéniques, qui pourrait avoir lieu avant la fin 2002, et qui serait suivie d'un débat parlementaire afin de « *voter un texte fondateur sur les biotechnologies* ».

Ces propositions pourraient constituer l'esquisse de l'argumen-

taire du candidat Lionel Jospin sur les OGM. Elles pourraient en effet illustrer cette « *démocratie participative* » que promeut, en matière de technologies, Jean-Yves Le Déaut, député (PS, Meurthe-et-Moselle) et membre du groupe recherche de l'« atelier de campagne » de M. Jospin.

Les rapporteurs recommandent de surcroît de fixer de nouvelles limites aux essais de plantes transgéniques : privilégier la recherche scientifique plutôt que les essais de productivité ; ne passer en champ que si une recherche approfondie a été menée en milieu clos ; n'opérer les essais qu'à distance des cultures biologiques et de semences, pour éviter de les contaminer. Il paraît aussi nécessaire de renforcer le pouvoir des maires en la matière, d'élargir le spectre des disciplines scientifiques appelées à se pencher sur le berceau des OGM, et de renforcer l'indépendance des experts consultés par rapport aux firmes privées, ajoute l'avis.

Pour Bernard Moser, porte-parole de la Confédération paysanne, « *ce rapport est une grosse déception, parce qu'il donne aux essais une légitimité* ». Mais en ouvrant officiellement le débat des OGM sur les questions sociales que posent les plantes transgéniques, le texte lui fait franchir un pas décisif.

Hervé Kempf

Le Monde, 7 mars 2002

« (...) Éléments pour la compréhension de l'état des opinions

Les débats ont confirmé l'inquiétude du public et d'une part importante des porteurs d'opinion à l'égard de la question globale des PGM (plantes génétiquement modifiées). Ces craintes ne sont pas tellement liées à l'existence d'un risque sanitaire qui reste possible mais non démontré. Elles s'inscrivent plus dans une crise de confiance vis-à-vis des arguments d'autorité, dans la mesure où les affaires du sang contaminé par le VIH, de l'hormone de croissance infectée par les prions, de l'exposition à l'amiante, de la consommation de farines animales par des bovins, ont conduit le public à douter des innovations ou des conditions de leur usage.

Plusieurs impressions se dégagent :

- Si le bénéfice actuel ou futur de la recherche est loin d'apparaître évident, le sentiment d'une logique économique appuyée sur le progrès technique et indifférent à la logique sociale crée une particulière méfiance.
- Ainsi, l'affirmation de l'autonomie de la recherche scientifique est de plus en plus

mal supportée par l'espace social. Et, dans ce domaine, le rôle des associations, qui dépasse celui des forces classiques, est apparu prépondérant par rapport aux instances plus institutionnelles.

- Ce militantisme a pour finalité d'obtenir que les informations soient rendues publiques et débattues contradictoirement pour faire rentrer ces enjeux dans le débat politique. Tout manque de transparence ou impression de manque de transparence crée une perte de confiance *a priori*, suscite des opinions adverses et y rallie une part déterminante du public.

- La complexité des enjeux de la biotechnologie ne doit pas rendre sourd aux interrogations et protestations des acteurs sociaux. La perception des pratiques agromonomiques et productivistes comme relevant d'un marché mondial de moins en moins régulé à l'échelon local ou national doit être entendue de même que l'aspiration croissante à une agriculture durable.

- La mise en balance de risques éventuels plus ou moins réversibles et l'absence d'intérêt démontré pour le consommateur et une partie des agriculteurs est source de

contestations, car la société n'accepte pas d'être vécue comme un laboratoire. La violence ne peut être admise, *a fortiori* contre des essais en milieu confiné, mais même contre des essais en plein champ dès lors qu'ils auront été décidés selon des procédures rigoureuses. En revanche, un processus démocratique doit être construit. Les procédures doivent être incontestables. Tout se joue ici. Entre la position radicale du refus systématique, absolu, de tout essai en champ d'une PGM, et le souhait de ne pas se heurter à l'opacité de pratiques vécues comme potentiellement dangereuses et présentées comme des enjeux scientifiques majeurs, l'espace social a le droit de comprendre la nécessité d'une recherche et de son expérimentation au champ. Les arguments économiques, politiques ou de la mondialisation ne suffisent pas à faire passer de l'opposition méfiante à une confiance aveugle. (...)»

Rapport à la suite du débat sur les OGM et les essais au champ

par C. Babusiaux, J.-Y. Le Déaut, D. Sicart, J. Testart

BELGIQUE

• 7 MAI 2000

Un défilé qui suivait une conférence sur les OGM investit le site d'expérimentation de Monsanto à Franc-Waret, près de Namur. Du colza non-OGM est arraché et un champ de betteraves transgéniques saccagé. Le laboratoire a également été détruit. 14 inculpations, dont René Riesel.

• 26-27 MAI 2001

Du colza OGM appartenant à Aventis (qui a racheté Plant Genetic System, la start-up publique d'un ex-chercheur, Marc Van Montagu) est fauché dans trois communes de la "Transgenic Valley", située entre Gand et Alost : deux groupes anonymes interviennent à Velzeke-Rudershove et à Nazareth ainsi que **Des individus qui ont des principes**, à Zonnegem.

• 25 JUILLET 2001

De nouveau à Nazareth, près de Gand, un champ expérimental de colza transgénique d'Aventis est détruit par **Un groupe de vrais résistants au Basta®**.

• 9 AVRIL 2002

Douze parcelles d'un colza d'hiver génétiquement modifié sont détruites à Smetlede (Lede) par *les impatients dans la tente*.

PAYS-BAS

• 24 JUIN 2001

Les Lièvres enragés (*Razende Hazen* en néerlandais) inaugurent une conférence de citoyens sur les OGM en détruisant deux champs de betteraves sucrières transgéniques. Ces deux champs OGM étaient les seuls qu'expérimentait Monsanto aux Pays-Bas.

• MI-JUILLET 2001

La Brigade mobile de biosécurité (*Mobile Brigade for Biosafety*) décontamine un champ de pommes de terre, propriété de Syngenta.

ITALIE

• 18 JANVIER 2001

Dans la zone de Latina, le groupe **Ceux de la nuit** a détruit des champs, des serres et le système d'irrigation appartenant à l'Asgrow Italia Vegetable.

• 9 FÉVRIER 2001

Des serres de l'Institut expérimental pour l'agriculture d'Albenga sont détruites et des ordinateurs sont sabotés.

• 2 AVRIL 2001

Un entrepôt de semences (maïs, soja) appartenant à Monsanto, est incendié, à Lodi.

• 26-27 MAI 2001

À S. Agata (Bologne), saccage de 10 serres exploitées par la Nunhems Seeds, filiale d'Aventis.

• 21 JUIN 2001

À Stezzano, un groupe de saboteurs s'introduit à l'intérieur de l'Institut de Céréaliculture qui mène des recherches sur un riz transgénique. Ils arrosent les ordinateurs, les documents et les équipements du laboratoire avec de l'essence avant d'y mettre le feu.

• 30 JUILLET 2001

Incendie à l'intérieur d'un bâtiment de la faculté des sciences. Les deux grands modules qui devaient contrôler toute l'implantation électrique de la faculté sont détruits. Un slogan peint sur un mur proclame : « Vengeance pour Gênes, Non aux biotechnologies! »

GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne, pour la seule année 1999, le nombre de parcelles saccagées s'élevait à 70. Depuis, le nombre des destructions fut tel qu'Aventis décida d'aménager une parcelle de maïs OGM de plusieurs hectares, près de Wilvenhoe dans l'Essex, pour la faire surveiller à l'aide de moyens considérables : caméras cachées dans des nichoirs, hélicoptères, capteurs à infrarouge, vigiles et patrouilles en automobile, chiens... Rien n'y fit. Le champ a déjà été décontaminé à 75%, après avoir subi 12 assauts nocturnes et une décontamination en plein jour. Le 17 juillet, deux groupes d'arracheurs auraient même agi simultanément. « Personne ne sait combien d'assauts ont été menés sur ce champ », commente un arracheur. Au total, pour cette année 2001, ce sont une trentaine de sites qui ont d'ores et déjà été endommagés, détruits ou non-planés suite aux actions de sabotage.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, mois après mois, les destructions de champs OGM et de laboratoires n'ont pas cessé depuis 1987.

• 23 MARS 2001

À la pépinière de peupliers « Jefferson », près de Portland dans l'Oregon, 1200 arbres (peupliers et cotonniers) génétiquement modifiés sont détruits par des étudiants.

• 24 MAI 2001

Incendie et destruction d'un laboratoire de l'université de Washington.

On le sait, le sabotage au CIRAD « *de travaux sur des organismes génétiquement modifiés effectués par un "établissement public industriel et commercial" de recherche agronomique d'État* » avait marqué le point culminant d'une première campagne d'opposition au génie génétique qui, inaugurée « dans une usine » de Novartis en janvier 1998, allait se perdre, après l'affaire McDonald's du 12 août 1999, dans les sables mouvants de l'illusionnisme médiatico-citoyen.

Pourtant, dès ce 12 août 1999, un groupe inconnu passait à l'action en Charente-Maritime, bientôt suivi par d'autres en France et en Europe, lançant ainsi une *deuxième* campagne qui reprenait « *nécessairement les hostilités là où la première [avait] dû les laisser : sur le terrain de la recherche d'État* » en dépit des « *jeteurs de confettis de la fast-thought antimondialiste* ».

Ce dossier, réalisé à l'occasion du procès en appel, le 22 novembre 2001, « *du crime commis au CIRAD le 5 juin 1999* », ne saurait évidemment se livrer à l'apologie de ces actions directes de sabotage. Il n'en est pas moins *aussi scandaleux que la vérité* puisqu'il se propose de faire connaître au public les « *véritables mobiles* », très largement occultés, de ceux qui ont mené cette deuxième campagne, allant jusqu'à détruire de prétendues innovations thérapeutiques, sans attendre les expertises de l'Afssa, la caution d'un Testart, ou les rodomontades archéo-progressistes des « paysans » d'Attac et de l'écologie-de-gouvernement.

**« LE TEMPS PERDU PAR LA RECHERCHE EST, À COUP SÛR,
DU TEMPS GAGNÉ POUR LA CONSCIENCE »...**

Les citations sont extraites de : René RIESEL, *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, et *Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au Cirad le 5 juin 1999*, aux Éditions de l'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES, Paris.